



forus CONNECT
SUPPORT
INFLUENCE



RAPPORT ANNUEL 2018 DE FORUS

ATTEINDRE LE POTENTIEL
STRATÉGIQUE DE FORUS



Sommaire

1/ Forus : un an au service du changement social et de la démocratie - Horizon 2030

P5

2/ Mission et temps forts de Forus en 2018 et priorités futures : Encourager et faciliter la mise en place d'un environnement inclusif pour la société civile

P6

3/Aperçu des activités de Forus en 2018 : Promouvoir le changement politique, économique et social pour des sociétés démocratiques, justes et durables pour tous

P8

3.1. CONNECTER

3.1.1. CONNECTER : Renforcer les synergies et encourager la collaboration entre les membres de Forus, les organisations paires et les parties prenantes institutionnelles

P8

3.1.2. CONNECTER : Une stratégie de gouvernance interculturelle et inclusive représentant la diversité des membres de Forus et de ses actions en faveur du changement social

P8

3.1.3. CONNECTER : Une identité et stratégie de communication renouvelées pour un impact plus fort et plus efficace

P10

3.2. SOUTENIR

P11

3.2.1. SOUTENIR : Donner la priorité au développement des capacités en tant que prérequis pour légitimer les revendications des ONG dans leurs environnements nationaux, régionaux et sur la scène internationale

P11

3.2.2. SOUTENIR : Répondre à la mutation des rôles des plateformes nationales d'ONG par le biais du Programme de développement du leadership et d'échanges entre pairs sur le changement social

P13

3.2.3. SOUTENIR : Initiatives de Forus pour le renforcement décentralisé des capacités des OSC

P13

3.2.4. SOUTENIR : Synergies stratégiques avec les coalitions régionales afin d'encourager les échanges entre pairs et l'apprentissage pour la réussite de la mise en œuvre des activités de développement des capacités

P14

3.3. INFLUENCER

P18

3.3.1. INFLUENCER : Impliquer les membres de Forus dans les négociations, délibérations officielles, et mobilisations publiques, afin de favoriser des processus inclusifs et participatifs partout dans le monde

P18

3.3.2. INFLUENCER : Encourager les synergies avec les différents acteurs de la société civile afin de faciliter l'accès aux ressources pour la société civile et préserver un espace de citoyenneté commun

P21

3.3.3. INFLUENCER : Agenda 2030 - Une opportunité internationale et une priorité de plaider en faveur d'une mise en œuvre juste et durable des ODD

P22

3.3.4. INFLUENCER : Renforcer les compétences en plaider des OSC afin de promouvoir la participation inclusive et les dialogues entre les multiples parties prenantes

P25

3.3.5. INFLUENCER : L'Initiative Mondiale de Forus : une réflexion et une recherche stratégiques sur les rôles et les responsabilités futurs de la société civile

P26

4/ Rapport financier 2018

P28

5/ Annexes

P28

5.1. Acronymes et abréviations

P28

5.2. Aperçu des projets et des initiatives de développement des capacités soutenus par Forus en 2018

P30



1 Forus : une année au service du changement social et de la démocratie - Horizon 2030

PAR IARA PIETRICOVSKY, PRÉSIDENTE DE FORUS



© Cristian Pino Anguita

Le monde dans lequel nous vivons est en mutation rapide et se trouve déchiré par les tensions entre une mondialisation multilatérale héritée de la Seconde Guerre mondiale et les tendances croissantes au conservatisme et au nationalisme populiste.

La mondialisation ne peut être réalisée sans le renforcement de la démocratie et la mise en place d'un cadre relatif aux droits de l'Homme ayant un réel impact dans nos sociétés.

Le nationalisme, quant à lui, entraîne nos sociétés vers l'intolérance, la

discrimination, l'autoritarisme et la violence, détruisant au passage les maigres acquis conquis par nos sociétés.

D'un côté une vision de nos sociétés, certes limitée, mais qui promeut la recherche permanente du dialogue et de la diplomatie comme réponse aux défis mondiaux tels que : la crise climatique, les processus migratoires massifs, la transition vers un modèle de développement réellement durable, le non-respect des femmes et de l'égalité, les attaques ou discriminations ethniques ou religieuses.

De l'autre côté, diverses expressions réactionnaires promouvant l'utilisation des armes, la hiérarchie entre les races et les sexes et la négation de la science, tout en encourageant le fondamentalisme religieux. Ces tendances mènent inévitablement vers davantage de violence et de polarisation au sein de la société, et parfois même à la guerre.

Dans ce contexte mondial fragilisé, le réseau international Forus est un acteur influent qui se bat pour des sociétés véritablement démocratiques, la diversité, la liberté d'expression et d'organisation, pour la mise en œuvre effective d'un

environnement favorable pour les droits Humains. Un engagement fort de Forus visible dans son implication pour la mise en œuvre réelle et juste des agendas internationaux établis dans les espaces multilatéraux, tels que l'Agenda 2030 pour le développement durable.

L'objectif de Forus est de créer de nouveaux modèles visant l'établissement de sociétés durables, démocratiques, justes et diverses.

En 2018 nous avons mis en œuvre des stratégies concrètes pour le renforcement des capacités de nos membres, grâce au partage d'expertise et d'expérience, ainsi que pour le soutien des plateformes nationales et coalitions régionales.

En outre, afin d'accroître notre impact auprès du public et des institutions, Forus a œuvré en 2018 en faveur d'une nouvelle Initiative Mondiale relative aux rôles et aux défis auxquels les ONG et les OSC doivent faire face au XXIème siècle. Nous avons accru nos efforts de plaidoyer et enfin, nous avons travaillé sur notre communication, la rendant plus transparente et impactante, au sein même de notre réseau et en externe.



2 Missions et temps forts de Forus en 2018

PAR MAGDA ELENA TOMA, DIRECTRICE DE FORUS



© Cristian Pino Anguita

Le renforcement des capacités des organisations et des alliances de la société civile n'est pas seulement une priorité que nous, Forus, revendiquons en tant que réseau mondial, c'est aussi le prérequis que nous promovons pour un engagement démocratique réel des acteurs de la société civile aux niveaux national, régional et mondial.

Forus soutient la participation éclairée de la société civile dans les processus politiques. Nous encourageons et proposons à la société civile des outils concrets afin de développer des connaissances stratégiques sur les acteurs clés, les processus institutionnels et les décideurs.

Nous aidons les ONG à répondre aux déséquilibres de pouvoir et à générer de réels changements sociaux pour des sociétés plus démocratiques, plus justes et plus durables.

Encourager un environnement favorable et inclusif pour la société civile représente une autre priorité de notre stratégie. Elle comprend la facilitation de l'accès aux ressources pour la société civile tout en aidant les ONG à mettre en place des réseaux et des outils collaboratifs, des campagnes et des plateformes.

Dans ce contexte, l'engagement de Forus en faveur du renforcement des capacités et de l'émancipation de la société civile est profondément politique.

Marquée par de nombreux succès et changements, 2018 a été une année très importante pour Forus, son équipe de direction, sa gouvernance et ses membres. Vous pouvez visionner notre nouvelle [vidéo institutionnelle](#) qui présente notre réseau et nos ambitions sur notre site Internet et sur YouTube.

Le changement le plus visible a été le changement d'identité. Au mois de septembre 2018, le réseau a officiellement été rebaptisé Forus. La décision de changer de nom a été prise sur la base de l'évaluation de notre communication, qui a révélé la nécessité de trouver un nom et une marque plus visibles et plus compréhensibles, pouvant être prononcés et adaptés dans différentes langues du réseau.

En 2018, de nouvelles activités importantes ont été mises en œuvre, en particulier les partenariats avec les membres nationaux. **20 projets ont été lancés** à la suite de processus d'évaluation interne menés par les membres eux-mêmes. Des activités

variées sont ainsi en cours de mise en œuvre par les plateformes nationales d'ONG avec le soutien de Forus, sur des missions telles que le renforcement de la communication, la participation des membres aux plateformes nationales ou le renforcement du rôle et de l'efficacité des OSC dans la mise en œuvre des ODD par le biais de la sensibilisation, etc. Ces nouvelles initiatives ont eu un impact très positif sur le renforcement des capacités des membres mais également sur leur implication et sur leur appropriation des sujets, renforçant ainsi le réseau dans son ensemble. Les partenariats avec les coalitions régionales se sont poursuivis et ont donné lieu à des activités conjointes variées dans le domaine du développement des capacités et du plaidoyer.

C'est également en 2018 que Forus a organisé, parallèlement à son Assemblée générale, une série d'événements pour le développement des capacités des membres et pour le plaidoyer, lors de la **Semaine stratégique 2018 de Forus**. Cette initiative de haut niveau a demandé beaucoup de travail à nos équipes mais le résultat a été très gratifiant. Organisée dix ans après la création de Forus, la Semaine stratégique a représenté une étape décisive pour dresser une analyse générale de ce qui a été atteint collectivement mais surtout pour élaborer les discussions relatives à la stratégie afin d'étayer nos orientations et nos priorités pour la période 2020-2025. Les retours reçus

des participants ont été extrêmement positifs et reflétaient la richesse des échanges, la pertinence des sujets abordés mais aussi le besoin d'interactions plus directes et de davantage de solidarité entre pairs au sein de Forus. Ces résultats positifs n'auraient pas été possibles sans la participation dynamique, diverse et constructive de tous.

En 2018, un autre travail important a été mené sur l'adhésion au réseau, puisque nous avons accueilli **8 nouvelles plateformes nationales et une coalition régionale et mis un terme à la collaboration avec 4 plateformes**, conformément aux procédures internes de Forus.

La gouvernance de Forus a également été renouvelée. Un tiers de son Conseil a été renouvelé en 2018 et un nouveau Bureau a été élu. Il est composé de dirigeants engagés et dotés d'une forte expertise.

Les efforts de collecte de fonds se poursuivent et grâce à un accord conclu en 2018, une nouvelle série d'activités sera mise en œuvre avec le soutien de la Fondation de France.

En outre, toutes les activités lancées en 2016 et 2017 ont été poursuivies et notamment celles qui concernent le renforcement du réseau, de sa gouvernance et de sa communication avec les membres, mais aussi la facilitation de l'apprentissage par les pairs et les échanges au sein

des membres, et la contribution au développement de leurs capacités. Enfin, le travail de plaidoyer relatif à l'Agenda 2030 aux niveaux national, régional et mondial a été poursuivi et approfondi.

En outre, un travail prospectif a été lancé en 2018 pour réfléchir à un nouveau narratif sur les rôles de la société civile au XXI^{ème} siècle et la réflexion stratégique autour de la prochaine stratégie de Forus. Ce nouveau cadre est actuellement nommé Initiative Mondiale relative à **« la construction d'infrastructures essentielles pour le secteur des ONG et l'encouragement de l'émergence de systèmes de soutien »**.

2018 s'est achevée sur une note très positive. Les conclusions mission d'évaluation orientée vers les résultats et commanditée par la Commission européenne (DG DEVCO) à l'automne soulignent clairement la pertinence et l'efficacité de Forus et de sa stratégie globale. L'appropriation des sujets par les membres et leur implication dans le réseau mondial ont également été mis en avant.

Les activités d'évaluation seront poursuivies en 2019 lors d'un bilan à mi-parcours de la stratégie 2016-2020 de Forus. Les conclusions et les recommandations principales viendront alimenter le processus d'élaboration de la stratégie 2021-2025 de Forus, telle qu'elle a été imaginée en 2019 et 2020.



3 Aperçu des activités

de Forus en 2018 :

Promouvoir le changement politique, économique et social pour des sociétés démocratiques, justes et durables pour tous

3.1. CONNECTER

Dans le cadre de sa stratégie actuelle pour 2016–2020, Forus collabore avec plusieurs groupes cibles :

- 150 dirigeants internationaux directement impliqués auprès de Forus ;
- 600 membres de Conseils d'administration de plateformes nationales d'ONG membres de Forus ;
- 22 000 ONG ;
- des décideurs nationaux, régionaux et mondiaux issus de gouvernements et Institutions internationales ;
- des bailleurs de fonds institutionnels soutenant le développement des capacités et l'apprentissage de la société civile.

3.1.1. CONNECTER : Renforcer les synergies et encourager la collaboration entre les membres de Forus, les organisations paires et les parties prenantes institutionnelles

Forus reconnaît l'importance du renforcement des acteurs nationaux et régionaux tout en encourageant un partage d'informations et de connaissances à plusieurs niveaux, du national au mondial, en passant par le régional, et vice versa.

Forus est actif à ces différents niveaux en renforçant la capacité des ONG de développement à interagir avec les autorités et gouvernements nationaux, tout en fournissant des connaissances, des informations, un soutien et de

la solidarité à travers les pays et les régions.

Forus relie ses membres par les différents groupes de travail, l'apprentissage entre organisations paires, les boîtes à outils dédiées et les forums et ateliers d'apprentissage, les rencontres et rassemblements régionaux, son Assemblée générale et diverses réunions de membres en marge d'événements internationaux.

Outre les exemples mentionnés ci-dessus, Forus encourage également les échanges entre pairs par le biais du Programme de développement du leadership, un espace ouvert permettant aux dirigeants de la société civile d'échanger sur les défis auxquels ils font face et de produire des connaissances collectives sur le travail des réseaux d'ONG. Le programme encourage par ailleurs les dirigeants de plateformes d'ONG à réfléchir à leur contribution au changement social et à renforcer les liens entre les membres de Forus.

3.1.2. CONNECTER : Une stratégie de gouvernance interculturelle et inclusive représentant la diversité des membres de Forus et de ses actions en faveur du changement social

L'Assemblée générale et la Semaine stratégique de 2018 : une étape décisive pour le réseau

En 2018, Forus a organisé sa 3^{ème} Assemblée générale ainsi que plusieurs événements en lien avec celle-ci, sous l'appellation « Semaine stratégique de Forus ».

Du 4 au 8 septembre 2018, Forus a organisé une Semaine stratégique à Santiago du Chili, réunissant 55 plateformes nationales d'ONG et coalitions régionales venues du monde entier.

Organisée dix ans après la création de Forus, cette Semaine stratégique a représenté une étape décisive pour dresser une analyse générale de ce qui a été atteint collectivement et pour les échanges relatifs à la stratégie visant à étayer notre orientation et nos priorités pour la période 2021–2025.

Cette Semaine stratégique a permis à Forus de renforcer la solidarité à l'échelle de la société civile mondiale, en réfléchissant ensemble à un nouveau narratif sur le rôle de la société civile et sur la mission stratégique de Forus. La Semaine stratégique a également été l'occasion de se livrer à une analyse générale de ce qui a été atteint collectivement par Forus et de faire en sorte que les discussions stratégiques nourrissent notre orientation et nos priorités sur la période 2020–2025. Reflétant la mission de Forus, le thème général de la Semaine stratégique était « **Connecter, soutenir, influencer** ».



Comité exécutif (Septembre 2018 - Santiago, Chili)

© Cristian Pino Anguita

- **CONNECTER** - Améliorer les synergies et encourager la collaboration entre les membres de Forus et avec les partenaires.
- **SOUTENIR** - Partager l'expertise et rendre possible la coopération entre pairs au sein du réseau.
- **INFLUENCER** - Promouvoir les changements politiques, sociaux et économiques dans nos sociétés du niveau national au niveau international.

Parmi les événements de la Semaine, on a compté la troisième Assemblée générale de Forus, un débat politique de haut niveau organisé conjointement avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPALC) sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, des ateliers de développement des capacités et d'échanges entre pairs pour les membres, ainsi que des rencontres avec des activistes de la société civile chilienne.

D'autres événements importants ont été organisés : l'atelier relatif au Programme de développement du leadership et l'Assemblée générale de Mesa de Articulacion (Coalition régionale des réseaux d'ONG

d'Amérique latine et des Caraïbes), membre régional de Forus en Amérique latine et aux Caraïbes. Les participants ont partagé des récits de réussite ainsi que les défis relatifs à leurs priorités communes, telles que la défense d'un environnement favorable et la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

La large participation des membres de Forus a reflété le dynamisme des participants et la richesse des échanges mais a aussi permis des moments informels, essentiels à la construction de relations interpersonnelles et de confiance.

Plusieurs partenaires institutionnels de Forus ont participé à des débats politiques clefs, notamment l'Agence Française de Développement (AFD), le Ministère français des Affaires Etrangères, la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPALC), la Délégation de l'Union Européenne au Chili, le Centre canadien de recherches pour le développement international (Canadian International Development Research Centre, IDRC), les Initiatives mondiales pour le soutien des bailleurs de fonds (Worldwide Initiatives for Grantmaker Support, WINGS), le Représentant

régional adjoint du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations Unies, l'ancien Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le Président du Sénat chilien ainsi que des représentants d'organisations chiliennes de la société civile.

Un Conseil renouvelé pour faire face aux nouveaux défis

En 2018, un tiers des membres du Conseil de Forus a été renouvelé par des élections en ligne sur une base régionale, conformément aux statuts. La composition du nouveau Conseil, reflétant la diversité des membres de Forus, a été officiellement accueillie et approuvée par l'Assemblée.

Élection d'un nouveau Bureau

Sous la direction d'une nouvelle Présidente, un nouveau Bureau a été élu en 2018 par le Conseil international de Forus. Il est composé des membres suivants :

- Présidente : Iara Pietricovsky ([ABONG](#), Brésil)
- Vice-Présidents : Saroeun Soeung ([CCC](#), Cambodge), Rilli Lappalainen ([FINGO](#), Finlande) et Sam Worthington ([InterAction](#), États-Unis)
- Trésorier : Jean-Marc Boivin ([Coordination Sud](#), France)

Doté d'un mandat de deux ans, le nouveau Bureau est déterminé à travailler avec le Conseil, le Secrétariat et les membres sur la mise en œuvre de la stratégie actuelle de Forus et sur l'élaboration des priorités et des principaux piliers du nouveau plan stratégique 2021-2025.

Des membres actifs et dynamiques partout dans le monde

Depuis septembre 2018, Forus compte 69 membres nationaux et 7 membres régionaux. En 2018, 80 % des membres (60 sur 75) ont participé activement aux activités du réseau, soit en mettant en œuvre des activités régionales soit en participant aux groupes ou aux activités suivantes :

- Conseil, Comité de collecte de fondset/ ou Programme de développement du leadership ;
- groupe de travail sur l'Agenda 2030 et/ ou activités de plaidoyer ;
- Assemblée Générale et Semaine stratégique qui se sont tenues à Santiago au mois de septembre 2018 ;
- mise en œuvre d'un projet national (19 au total en 2018) ;
- publication d'un article sur le site Internet de Forus ;
- participation à un atelier organisé par Forus ou par les coalitions régionales ;
- organisation d'un webinaire avec Forus ou représentation de Forus lors d'événements divers.

85 % des membres de Forus ont payé leur cotisation annuelle selon un nouveau système établi à la fin de l'année 2017.

Dans le cadre de la stratégie 2016-2020 de Forus, les sept coalitions régionales jouent un rôle majeur dans l'articulation entre les niveaux international et régional. Les activités sont menées en partenariat avec chacune des coalitions régionales, et cinq d'entre elles (ADA, MESA, REPAOC, REPONGAC, PIANGO) ont reçu un soutien financier direct pour le développement des capacités et les activités de plaidoyer en 2018. Au sein de chaque coalition régionale, de nombreuses activités ont été menées au cours des deux dernières années afin de renforcer les liens entre les membres nationaux.

Élargissement de la portée géographique de Forus au niveau national et régional

Le Conseil de Forus doit approuver l'adhésion de tous les nouveaux membres et, en 2018, neuf nouveaux membres ont été acceptés au total (une coalition régionale et huit plateformes nationales). Au sein des plateformes nationales, deux sont africaines, deux sont latino-américaines, trois sont européennes et une est asiatique.

Coalition régionale

1) En Afrique du sud : Conseil sud-africain de développement communautaire des organisations non-gouvernementales (SADC-CNGO)

Plateformes Nationales

1) Conseil des organisations non-gouvernementales du Botswana (BOCONGO Botswana), qui héberge également le Secrétariat de SADC-CNGO.

2) Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI, Côte d'Ivoire), également membre du REPAOC (Réseau des Plateformes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre).

3) L'Alliance des organisations non-gouvernementales (Alianza de Organizaciones No Gubernamentales, Alianza ONG, République dominicaine), également membre de MESA (Coalition régionale des associations nationales et des réseaux d'ONG d'Amérique latine et des Caraïbes).

4) Association d'organisations non-gouvernementales du Paraguay (Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay, POJOAJU - Paraguay) également membre de MESA.

5) Alliance de Taiwan pour le développement international (Taiwan Alliance in International Development, Taiwan Aid - Taiwan), également membre d'ADA (Asia Development Alliance).

6) Global Focus (Danemark), également membre de CONCORD (Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement).

7) L'association irlandaise des organisations non-gouvernementales de développement (Dochas, Irlande), également membre de CONCORD.

8) La plateforme nationale des organisations non-gouvernementales de développement et de coopération (National Non-Governmental Development Cooperation Organisations' Platform, Lithuanian NGDO Platform - Lituanie), également membre de CONCORD.

Adopté en 2016, **le mécanisme de médiation** dirigé par le Conseil a été créé afin de garantir que tous les membres respectent toutes les conditions nécessaires au statut de membre. Le mécanisme de médiation a ainsi servi d'outil d'analyse des membres inactifs en 2018, et a donné lieu à l'exclusion de trois membres de Forus originaires du Gabon, du Bangladesh et du Mexique.

Une quatrième plateforme, PARTOS, originaire des Pays-Bas, a décidé de se retirer de Forus pour le moment.

La stratégie de Forus en ce qui concerne ses membres est de s'assurer que la majorité des plateformes nationales et régionales participent aux auto-évaluations et aux processus d'examen des besoins et qu'ils soient satisfaits du soutien technique fourni par Forus et par les coalitions régionales. Dans cette perspective, **le sondage des membres,**



Assemblée générale et Semaine stratégique de Forus (Septembre 2018 - Santiago, Chili)



© Cristian Pino Anguita

Programme de développement du leadership, cycle 2 (Septembre 2018 - Santiago, Chili)

finalisé en 2018, est un questionnaire large qui collecte des informations sur les priorités et les activités de nos membres, leur gouvernance, les services qu'ils fournissent aux membres des ONG locales, le contexte national et leurs partenariats. Il fournit à Forus des informations précises et actualisées sur ses membres ainsi que des données de référence pour le suivi et la redevabilité. Le taux de réponse au sondage des membres a été de 68 % (46 plateformes nationales). Un examen des besoins a également été mené avec les coalitions régionales, qui sont appuyées de près par Forus par le biais d'échanges bilatéraux réguliers avec le Secrétariat.

3.1.3. CONNECTER : Une identité et stratégie de communication renouvelées pour un impact plus fort et plus efficace

En 2018, la dénomination Forus a été officiellement approuvée par les membres et le changement est entré en vigueur lors de la Semaine stratégique au mois de septembre. En même temps que le changement d'identité, la stratégie de communication de Forus a également évolué afin de représenter les priorités et les besoins de nos membres. Un [nouveau site Internet](#) a été lancé et présente la nouvelle identité visuelle de Forus. La plupart du contenu, y compris les vidéos, est disponible en quatre langues. De 2017 à 2018, le nombre de visiteurs

a augmenté de 18 %, en passant de quasiment 23 000 visiteurs à presque 27 000.

Depuis le changement de l'identité visuelle, des articles concernant les membres de Forus sont publiés chaque semaine sur le site Internet dans 4 langues. En outre, une nouvelle rubrique du site Internet a été consacrée depuis 2018 aux meilleures pratiques et aux initiatives de développement des capacités par le biais d'articles.

En 2018, 3 newsletters dans 4 langues ont été diffusées (en février, août et décembre). La newsletter de Forus a été adaptée afin de répondre aux besoins des membres et de leur fournir les outils nécessaires. Une rubrique intitulée « SOUTENIR » a été créée afin de mettre en avant les meilleures pratiques et les initiatives innovantes dans le domaine du développement des capacités.

En même temps que sa nouvelle image, Forus a également développé sa propre [chaîne YouTube](#) ainsi qu'un [profil LinkedIn](#) afin d'interagir avec ses membres, partenaires et d'autres parties prenantes. Une stratégie éditoriale pour les médias sociaux sera développée au début de l'année 2019, en lien avec la stratégie éditoriale de communication développée en décembre 2018.

Parmi les réalisations majeures dans

le domaine de la communication, on compte en 2018 :

- la diffusion de 3 newsletters ;
- la publication de 48 articles sur le site Internet (dans 4 langues) ;
- la publication de 180 posts sur les médias sociaux (80 sur Facebook, 100 sur Twitter).

La nouvelle stratégie de communication de Forus consiste à promouvoir régulièrement les messages clés et les priorités du réseau, ainsi que l'importance du travail avec les coalitions nationales et régionales et les autres réseaux d'OSC. Ce travail passe notamment par le partage d'informations, de publications et d'opportunités de la part de ses partenaires. Nous encourageons nos membres à interagir directement et à participer à des partenariats et à des alliances. Nous collaborons avec des organisations telles que CIVICUS, AMCP/GCAP, CAN International (Réseau international pour l'action pour le climat), A4SD (Action pour le développement durable), CDRA (Association des ressources pour le développement communautaire) et le Barefoot guide connection, le Réseau de développement en Asie, SDG Watch, le système de Groupes Majeurs d'ONG des Nations Unies, Together 2030 etc.



Assemblée générale et Semaine stratégique de Forus (Septembre 2018 - Santiago, Chili)

© Cristian Pino Anguita

3.2. SOUTENIR

3.2.1. SOUTENIR : Donner la priorité au développement des capacités en tant que prérequis pour légitimer les revendications des ONG dans leurs environnements nationaux, régionaux et sur la scène internationale

Développement des capacités par le biais de partenariats avec les membres nationaux et de soutien institutionnel :

Les réseaux d'OSC jouent un rôle majeur dans la promotion de la parole des citoyens. Pour cette raison, Forus soutient également des pays où des plateformes nationales sont inexistantes ou en cours de création.

Par des « subventions de solidarité », nous soutenons la structuration de la société civile. **Les subventions de solidarité ont été mises en œuvre pour la première fois** en 2018 en collaboration avec notre membre associé régional en Asie, l'Alliance de développement de l'Asie (ADA), afin de soutenir l'organisation de la société civile au **Kazakhstan, au Turkménistan et en Mongolie**. Nous avons identifié les partenaires locaux dans les pays suivants :

• **Kazakhstan et Turkménistan :**

L'association de développement de la société civile (ARGO), basée à Almaty (Kazakhstan). L'ARGO est une association nationale, fédérant les organisations de la société civile qui fournissent des services aux organisations publiques et aux communautés au Kazakhstan.

• **Mongolie :** Le Centre pour les droits de l'Homme et le développement (CDHD), une organisation non-gouvernementale à but non-lucratif d'intérêt général dont l'objectif est de promouvoir et de défendre les droits de l'Homme et la justice sociale en Mongolie.

Ces trois pays ont été sélectionnés sur la base de deux critères : (1) l'absence de plateforme nationale en mesure de coordonner les OSC au niveau national et (2) la présentation de Revues Nationales Volontaires (RNV) par ces pays en 2019.

L'Alliance pour le développement en Asie (ADA) a organisé deux ateliers au niveau national afin d'identifier, de promouvoir, de renforcer et de continuer à structurer la société civile en Asie centrale. À la suite des ateliers,

ADA a entamé une période de suivi d'au moins un an, sur la base des besoins exprimés par les OSC participantes.

À la suite de ces ateliers et en fonction de l'intérêt démontré par les participants, un groupe de travail sera créé dans chaque pays afin de rédiger des rapports parallèles des OSC sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ces échanges ont pour but d'impliquer le plus grand nombre possible d'OSC locales et pourront constituer la base d'une structuration future d'une plateforme nationale dans chaque pays.

Les membres de Forus investissent dans le développement de leurs capacités afin d'être des acteurs légitimes et d'influence portant la voix des ONG dans leurs environnements nationaux et régionaux.

C'est pourquoi Forus apporte son soutien aux projets de développement des capacités élaborés et mis en œuvre par ses membres nationaux. Ces projets répondent à l'examen du contexte et des besoins des membres propres à chaque pays, permettant ainsi une grande diversité de thématiques. Les différents enseignements

tirés de ces projets sont partagés avec les autres membres de Forus, contribuant ainsi au savoir collectif du réseau par le biais d'analyses critiques, de recommandations, d'outils etc. L'objectif à long terme est l'identification, la capitalisation et le partage des connaissances à tous les niveaux (régional, entre les plateformes et les membres).

Chaque projet est proposé par des membres et sélectionné par un Comité de soutien entre pairs qui :

- (1)** décide ou non de fournir un accompagnement lors du cycle correspondant ;
- (2)** envoie des commentaires et des conseils d'amélioration personnalisés ;
- (3)** propose, le cas échéant, un soutien technique d'un consultant extérieur pendant un jour et demi. Dans certains cas, le consultant peut aider la plateforme à revoir la planification de la mise en œuvre du projet. Ce soutien

est dans certains cas bénéfique et permet aux plateformes d'adapter leurs activités ou leurs procédures administratives pour se conformer aux exigences des bailleurs de fonds.

La répartition des projets entre les quatre domaines prioritaires de développement des capacités est la suivante :

- 63 % sur le plaidoyer et les partenariats ;
- 36 % sur la communication et le renforcement de la participation des membres des plateformes nationales ;
- 16 % sur le leadership et la gouvernance des plateformes nationales ;
- 10 % sur la mobilisation des ressources, la gestion financière et la redevabilité.

(NB : certains projets ont sélectionné plus d'un domaine prioritaire).

La répartition géographique des projets pour les cycles 1 et 2 est la suivante :

- 31 % en Amérique latine
- 29 % en Afrique
- 24 % en Europe
- 16 % en Asie

En 2018, Forus a vu augmenter ses activités de développement des capacités et d'apprentissage, aussi bien au niveau régional que national. En 2018, des projets de développement des capacités ont été mis en œuvre par 20 plateformes nationales d'ONG. L'objectif est de contribuer au savoir collectif du réseau, d'aider les plateformes nationales d'ONG à être plus solides et plus efficaces et à renforcer leurs capacités à s'impliquer auprès de Forus, renforçant ainsi le réseau tout entier.

Parmi les exemples de projets communs mis en place sur le continent africain, on peut citer le ZCSD (Zambia Council for Social Development - Conseil zambien pour le développement social) qui a développé ses capacités



en organisant une formation sur la gestion de site Internet et des médias sociaux. Les membres et le personnel ont également participé à des activités visant à développer les indicateurs pour le Cadre national de réduction de la pauvreté en Zambie. Au Sénégal, la plateforme nationale CONGAD (Conseil des ONG d'Appui au Développement) a participé activement au comité technique en charge de la préparation et du suivi des Revues Nationales volontaires (RNV) élaborées par le Gouvernement du Sénégal, et il a contribué au rapport des OSC avec le soutien de Forus.

En Europe et en Asie, LAPAS (Plateforme lettone pour la coopération et le développement) et INFID (Forum international sur le développement indonésien) ont mis en œuvre des projets de plaidoyer au niveau national en faveur de la réalisation de l'Agenda 2030 sur les plans national et international. Coordinadora (Espagne) a conduit une réflexion interne sur l'innovation permettant de soutenir des processus ouverts de participation. Forus a également soutenu un projet d'un consortium composé des organisations Plataforma ONGD (Portugal) et FONG-STP (Sao

Tomé & Principe) visant à développer conjointement une « académie du développement » et une « formation sur le leadership, la gouvernance et le plaidoyer » en plus d'un partage d'expérience et d'un apprentissage mutuel qui a renforcé les liens entre les deux plateformes lusophones.

En Amérique latine, l'organisation ANONG (Uruguay) met en œuvre des activités visant à renforcer la société civile organisée. L'organisation CCONG (Colombie) analyse le rôle de la coopération internationale en Colombie et l'organisation ABONG (Brésil) est en cours de création d'un réseau de communication visant à améliorer l'impact et la force des actions politiques des OSC.

Cf. annexe 5.2 pour la liste complète des projets nationaux.

3.2.2. SOUTENIR : Répondre à la mutation des rôles des plateformes nationales d'ONG par le biais du Programme de développement du leadership et d'échanges entre pairs sur le changement social

Le Programme de développement du leadership facilite l'apprentissage

entre pairs et l'innovation dans les techniques de leadership ainsi que les compétences visant à identifier de nouvelles approches d'amélioration du travail des ONG. De plus, le programme encourage les dirigeants de plateformes d'ONG à réfléchir à leur contribution au changement social et à intégrer ce débat dans les contextes nationaux.

Forus est actuellement partenaire de l'Association pour les ressources du développement communautaire (Community Development Resource Association - CDRA) afin de faciliter le Programme de développement du leadership de Forus.

Le premier cycle du Programme de développement du leadership (LDP) a eu lieu de juin 2017 à avril 2018 et a réuni 12 participants pour un apprentissage en ligne et en présentiel entre pairs sur les sujets des compétences de leadership et de l'identification des approches innovantes visant à améliorer le travail des ONG. L'atelier en présentiel de ce premier cycle s'est tenu du 18 au 21 novembre 2017 à Dhulikhel (Népal). La sélection des participants a été effectuée selon un mécanisme de sélection par les pairs. Lors du programme, les participants



Programme de développement du leadership, cycle 2 (Septembre 2018 - Santiago, Chili)

© Cristian Pino Anguita

ont questionné le processus d'apprentissage et les méthodes d'apprentissage au sein de leurs plateformes, rapportant dans leurs pays des enseignements relatifs à la participation et au leadership, ainsi que des questionnements sur les objectifs de changement social de la plateforme. Pour les participants plus jeunes, cela a été l'occasion d'élargir leur vision du rôle d'une plateforme nationale et de ses potentielles moyens d'action. Leurs retours ont été relayés sur [notre site Internet](#), sur [Twitter](#) ou encore sur [Facebook](#). Une vidéo du premier cycle comprenant divers témoignages est également disponible dans quatre langues : en [anglais](#), en [français](#), en [espagnol](#) et en [portugais](#).

Le deuxième cycle du Programme de développement du leadership a eu lieu de mai 2018 à février 2019 et son atelier en présentiel a été organisé en même temps que l'Assemblée générale de Forus en septembre 2018. Une vidéo en quatre langues comprenant des témoignages des participants est disponible sur la chaîne [YouTube](#) de Forus et elle comprend des retours extrêmement positifs tels que ceux-ci :

« Je ramène chez moi des expériences incroyables de dirigeants venus du monde entier faisant les mêmes choses que moi au sein de ma plateforme. Au départ, je pensais qu'il y aurait de nombreuses différences entre nous du fait de la différence de nos pays, contextes, continents dans lesquels nous évoluons. Mais une fois que l'on participe à ce processus ouvert et qui fait sens, on se rend compte que l'on a tellement en commun, que l'on ramène à la maison de nombreux éléments de réflexion ». Adela Rusu (FOND, Roumanie)

« Quand je rentrerai, je ramènerai tout (ce que j'ai appris lors du LDP). Pas besoin de réinventer la roue une nouvelle fois, mais nous pouvons garder les aspects positifs et continuer ainsi dans une démarche plus proactive et globale afin que toutes les parties prenantes soient impliquées ». - Tereeo Tellingia, (Kango, Kiribati)

3.2.3. SOUTENIR : Initiatives de Forus pour le renforcement décentralisé des capacités des OSC

Forus a également développé **3 outils présentés dans une boîte à outils de plaidoyer** pour les membres travaillant sur le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2030. L'objectif de ces boîtes à outils est de renforcer les capacités des membres de Forus à mener un plaidoyer efficace relatif à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 aux niveaux national, régional et mondial. Les trois outils se concentrent sur trois parties thématiques :

- (i) Un document d'information intitulé « Tout ce que vous devez savoir sur le processus des RNV ».**
- (ii) Une liste récapitulative pour les OSC engagées dans la mise en œuvre des ODD au niveau national.**
- (iii) Des lignes directrices pour la production de Rapports Parallèles par les OSC.**

Ces outils ont été diffusés dans trois langues. Ils peuvent être téléchargés dans la rubrique suivante du nouveau site Internet :

<http://forus-international.org/fr/ressources/boites-a-outil>

Forus s'est également impliqué dans un projet commun de recherche sur l'identification des meilleures pratiques issues des RNV présentés au Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) en 2017 et 2018. La recherche a été menée en partenariat entre Forus, CCIC (Canadian Council for International Co-operation, Centre canadien pour la coopération internationale, membre canadien de Forus), Action for Sustainable Development (Action pour le développement durable), Bond (le Réseau britannique pour le développement international), Catholic international development charity (CAFOD, Organisation catholique pour le développement international) ainsi que Together 2030 (Ensemble 2030).

Le rapport, intitulé « **Faire progresser la mise en œuvre des ODD** », identifie des pratiques normalisées émergentes ainsi que les meilleures pratiques au sein de différents pays. C'est un outil de plaidoyer mais aussi une ressource et une boîte à outils qui fournit des recommandations du point de vue de la société civile afin d'améliorer le processus de revue nationale volontaire et les rapports y afférents pour une meilleure redevabilité en ce qui concerne la mise en œuvre des ODD (voir le rapport 2018 ici : <http://www.forus-international.org/fr/articles/global-launch-progressing-national-sdg-implementation>).

Deux ateliers importants ont eu lieu en 2018 lors de la Semaine stratégique de septembre. Une consultation a été menée en ligne auprès des membres afin de choisir les deux sujets de l'atelier parmi une liste de huit.

Le premier atelier s'intitulait « Répondre aux défis de leadership des plateformes d'ONG » et était animé par BOND (Royaume-Uni). Lors de cet atelier, les plateformes nationales ont été invitées à partager leurs expériences, à apprendre les unes des autres et à créer de la solidarité en identifiant des problèmes communs. Quatre études de cas ont été présentées. La plateforme nationale CEPS (Plateforme d'engagement citoyen des Seychelles) a par exemple évoqué la collaboration et « l'inclusivité » avec les autres parties prenantes et a expliqué le travail mené avec le Gouvernement des Seychelles. HAND (Association hongroise des ONG pour le développement et l'aide humanitaire) a présenté ses recherches récentes sur les ressources financières et sur le modèle économique des plateformes. CCONG (Confédération colombienne des ONG) a présenté les solutions trouvées en Colombie en réponse au rétrécissement des espaces de citoyenneté. Global Focus (Danemark) a présenté les tendances de leadership et les initiatives d'apprentissage transformateur venues du Danemark.

Le second atelier s'intitulait « Stratégies de développement des capacités adoptées dans différents contextes nationaux ou régionaux » et a été animé par le FCOSS (Conseil du service social de Fidji). L'objectif de cet atelier était de partager des stratégies de développement des capacités, des enseignements et des expériences au sein des plateformes du monde entier afin d'apprendre et d'améliorer les capacités de développement de chacun. Quatre études de cas ont également été présentées : ADA (Asie) a présenté l'Académie asiatique de leadership mondial dans le domaine du plaidoyer (GALAA), un programme de leadership mené depuis plusieurs années liant l'Agenda 2030 au cadre des droits de l'Homme. TANGO (Association des ONG, Gambie) a présenté ses formations sur les approches basées sur les droits de l'Homme incluant différentes parties prenantes (police, élus locaux et journalistes). Coordinadora de ONG (coordination des ONG, Espagne) a évoqué l'initiative « Quorum Global », qui promeut le dialogue et l'apprentissage entre d'autres parties prenantes diverses telles que des organisations, des universités et des plateformes nationales d'ONG. CODE-NGO (Groupement des réseaux d'ONG de développement, Philippines) a présenté son outil d'évaluation des capacités organisationnelles ainsi que ses programmes de formation sur le développement organisationnel.

Selon les réponses au dernier sondage des membres, 60 % des membres considèrent que Forus est excellent ou bon dans la facilitation de l'apprentissage par les pairs et le partage d'informations entre les organisations membres.

3.2.4. SOUTENIR : Synergies stratégiques avec les coalitions régionales afin d'encourager les échanges entre pairs et l'apprentissage pour la réussite de la mise en œuvre des activités de développement des capacités

Dans le Pacifique - Actions menées par l'Association des ONG des Iles du Pacifique (PIANGO)

A la fin de 2017 et pendant l'année 2018, quatre activités principales de développement des capacités ont été organisées par PIANGO au niveau régional : le Forum régional des OSC du Pacifique, une table ronde en partenariat avec l'Observatoire des pays les moins développés, la conférence inaugurale de philosophie du Pacifique ainsi que le petit déjeuner du leadership de la prochaine génération (LPG). De plus, un représentant de PIANGO s'est joint à la formation régionale organisée par ADA (GALAA au Sri Lanka). Plusieurs missions ou ateliers de développement des capacités ont par ailleurs été organisés au niveau national.

En 2018, un sondage baromètre sur les

processus des ODD a été mené avec trois OSC issues de trois sous-régions (Micronésie, Polynésie et Mélanésie). Le baromètre des ODD est un instrument de sondage composé d'une série de questions à trois niveaux réalisés auprès des membres de PIANGO afin d'évaluer leurs capacités et élaborer une stratégie pour répondre à leurs besoins en matière de politiques.

En mars 2018, une table ronde a été organisée en partenariat avec l'Observatoire des pays les moins développés et s'est concentrée sur la manière de sensibiliser davantage les OSC des PMD sur l'état d'avancement de l'adaptation au changement climatique et aux mesures actuelles sur ce sujet, ainsi que sur la sécurité énergétique, le commerce, le transfert de technologies et la coopération internationale. Dix unités nationales de liaison étaient représentées aux tables rondes de PIANGO sur les pays les moins développés. Une déclaration commune figurait parmi les résultats de la table ronde.

La conférence inaugurale de philosophie du Pacifique (CIPP) a eu lieu du 11 au 14 juin 2018 et a réuni 161 participants représentant plusieurs pays de la région. Son thème était le suivant : « **Vuku ni Pasifika - Sagesse dans le Pacifique : Les philosophies de vie relationnelles des populations indigènes** », et était organisé par PIANGO et trois universités : le Collège de théologie du Pacifique, l'Université du Pacifique Sud et l'Université nationale des Fidji. Elle a réuni des personnes âgées et des détenteurs de la sagesse, du savoir, de la culture, des danses, des arts et de la navigation du Pacifique autour d'un dialogue critique afin d'offrir des bases philosophiques au débat « **Remodeler le Pacifique que nous voulons** ». PIANGO est à l'avant-garde de la recherche de références alternatives de développement prenant en considération le contexte et le monde du Pacifique afin de l'aider à redessiner son développement.



Assemblée générale et Semaine stratégique de Forus (Septembre 2018 - Santiago, Chili)



© Cristian Pimo Anguita

Le troisième petit déjeuner du leadership de la prochaine génération (LPG) s'est tenu le 17 août 2018 entre 16 participants. L'objectif de cette série de petits déjeuners est d'inspirer et d'autonomiser les jeunes dirigeants d'OSC, et de créer un espace privilégiant le partage d'expériences. Lors du programme, des mises à jour et des enseignements tirés de la participation de PIANGO au FPHN de 2018 ont été partagés, avec un panel composé de plusieurs OSC du Pacifique.

Le même mois, un représentant de PIANGO a participé à l'Académie asiatique de leadership mondial dans le domaine du plaidoyer (GALAA), organisée par ADA. PIANGO a également participé aux 9 tâches devant être préparées en amont de la formation en présentiel. La formation de cette année a été conçue afin d'aider les participants à en savoir plus sur l'approche « nexus », une approche transformatrice et intégrale des ODD qui tient compte des conflits, du genre, du climat et qui est une approche des ODD axée sur les droits de l'Homme en faisant le lien entre les ODD 5, 13, 16 et 17.

Dans le cadre du Congrès micronésien des organisations à but non lucratif en avril 2018, PIANGO a organisé une table ronde sous-régionale micronésienne. Les discussions lors de la table ronde ont tourné autour des questions de l'adaptation des ODD aux spécificités

locales, faisant le lien entre l'Agenda 2030 et les Orientations de Samoa pour le régionalisme Pacifique ainsi qu'avec le Plan national de développement, avec un exercice de baromètre relatif au processus des ODD.

Aux Palaos, une mission de deux jours a été organisée en avril 2018 avec 25 leaders d'OSC des Palaos. Lors de l'un des ateliers, les bases des ODD ont été présentées aux dirigeants, qui ont ensuite rempli les formulaires baromètres des ODD et reconnu le besoin d'un atelier de suivi afin de leur permettre réellement d'avoir une bonne compréhension des ODD et du processus d'Examen national volontaire.

Au moins de septembre 2018, un atelier sur un code de normes minimales des OSC a été organisé aux Iles Salomon en partenariat avec le Secrétariat du Forum des Iles Pacifiques et l'Union européenne. Il s'agit d'une étape décisive, dans la mesure où la production d'un tel document a été une première.

Au mois de mars 2018 aux Fidji, PIANGO a animé un atelier national sur la redevabilité pour 60 dirigeants d'OSC fidjiennes, en mettant particulièrement l'accent sur l'Objectif 17.

Dans les États fédérés de Micronésie (EFM), une table ronde d'OSC sur les ODD et l'efficacité du développement s'est tenue au mois de mars 2018 pour 35 participants venus de 4 États des EFM.

Aux Kiribati, une formation à l'Examen national volontaire et une évaluation organisationnelle des sources de financement de KANGO (Association des ONG de Kiribati) se sont tenues en janvier 2018 pour 30 dirigeants d'OSC de Kiribati. Cela a permis aux Kiribati d'obtenir un financement de la part du Commonwealth pour les quatre prochaines années.

En Afrique de l'Ouest - Actions menées par le REPAOC

Les activités de développement des capacités du REPAOC se sont concentrées sur les Objectifs de développement durable, dans le but de renforcer le REPAOC en tant que réseau mais aussi de renforcer les activités de ses membres. Le 2 mai 2018, le REPAOC a participé au séminaire intégré de renforcement de l'Examen national volontaire et des rapports relatifs à l'Agenda 2030 et à l'Agenda 2063 lors de la 4ème session du Forum régional africain pour le développement durable à Dakar, au Sénégal.

En se basant sur les différentes problématiques nationales, le REPAOC développera un papier de positionnement régional afin de faire du plaidoyer auprès des gouvernements en ce qui concerne la mise à disposition de statistiques de suivi des ODD.

Le REPAOC a participé à l'atelier national sur le thème suivant « **Le partenariat des OSC sur l'efficacité du développement : quel pacte pour le Sénégal ?** », qui a eu lieu les 17 et 18 avril 2018. Cet atelier a réuni plusieurs acteurs d'OSC, y compris des ONG et des syndicats. À la fin de l'atelier, une proposition de pacte national a été rédigée et un plan d'action a été présenté à tous les participants.



Forum Politique de haut niveau - FPHN (Juillet 2018, New York)

© Cristian Pino Anguita

Le REPAOC a facilité l'organisation logistique de deux événements majeurs de l'ECOSOCC (Conseil économique, social et culturel) de l'Union africaine : les élections de la troisième Assemblée générale de l'ECOSOCC du 17 au 18 juillet 2018 et la réunion relative à l'Encyclopédie africaine du 19 au 20 juillet 2018.

Le REPAOC a créé une formation en ligne (MOOC) de sensibilisation aux ODD, disponible en français, anglais, russe, portugais et espagnol. Cette vidéo a été produite dans le cadre de l'Université Virtuelle Environnement et Développement Durable (UVED), qui a reçu un prix pour l'ensemble de la formation en question. Forus s'est également impliqué dans ce MOOC.

Le REPAOC a entamé une collaboration avec Advocacy Accelerator (l'accélérateur de sensibilisation) au travers de l'organisation d'un webinar sur l'écosystème de plaidoyer en Afrique de l'Ouest francophone le 28 novembre 2018. Grâce à la participation de quarante personnes venues de différents pays d'Afrique de l'Ouest, les échanges ont permis aux participants de

partager des enseignements tirés de différentes approches de plaidoyer dans la région.

En Afrique centrale - Actions menées par le REPONGAC

En 2018, le REPONGAC a diffusé un court questionnaire (composé de dix questions) sur la situation des Objectifs de développement durable (ODD) et leur mise en œuvre dans chacun des pays où le réseau comprend une plateforme membre. Les résultats du questionnaire seront disponibles en 2019.

Selon le REPONGAC, le partenariat avec Forus lui a permis de sensibiliser les plateformes nationales membres aux ODD et aux Principes d'Istanbul (ainsi que sur les liens intrinsèques entre ces deux cadres internationaux). La région centrafricaine étant menacée par les conflits, l'ODD 16 était au cœur des préoccupations pour encourager l'adoption de l'Agenda 2030 dans sa globalité. En 2018, des missions de sensibilisation ont été organisées à Sao Tomé et Principe, et au Cameroun. Ces activités se poursuivront en 2019 au Rwanda, en RDC, au Burundi et en Angola.

Un projet visant à échanger l'expérience et les bonnes pratiques a également été organisé du 11 au 17 août 2018, à Lomé (Togo). Menée par le REPONGAC, la mission a permis de contacter et d'échanger avec le Dialogue national de la société civile du Togo.

En termes d'organisation interne, le REPONGAC a adapté sa structure en 2018 en réponse à la fin de sa collaboration de trois ans avec l'ONG française Acted. Le REPONGAC a également participé à une mission de médiation au sein de la plateforme nationale de Bangui en raison de tensions internes de gouvernance. Au niveau régional, les nouvelles lignes directrices stratégiques du REPONGAC ont été définies. En avril 2018, le REPONGAC a organisé un atelier régional à Brazzaville qui a fédéré tous les Secrétaires exécutifs nationaux des plateformes nationales membres (à l'exception de l'ADIR, Burundi).

En Europe - Actions menées avec CONCORD

Du 26 au 28 novembre, CONCORD a organisé un forum intitulé « *Se regarder dans le miroir : changements culturels vers la résilience* » à Prague.

CONCORD a organisé ce forum afin de déterminer si les OSC sont cohérentes dans leur travail et si elles font vivre leurs valeurs au sein de leurs organisations. La coalition régionale a soulevé des questions sur le besoin des OSC de changer leur culture et de renforcer leurs valeurs afin que leurs actions demeurent pertinentes. Forus, le membre tchèque de CONCORD et de Forus, a aidé à l'organisation de cet événement.

Forus et CONCORD ont quelques membres communs, et les réunions ont été organisées afin d'identifier des synergies possibles dans notre travail. Lors de cet atelier, des plateformes nationales grecques et luxembourgeoises ont fait part de leur intérêt pour devenir membres de Forus. Des échanges sont en cours.

En Amérique du Sud - Actions menées par Mesa de Articulación

Les principaux piliers de la collaboration de Forus avec MESA ont concerné le Forum pour le développement durable de la CEPALC et ont porté à la fois sur le plaidoyer et le développement des capacités. L'Assemblée générale de MESA s'est tenue les 9 et 10 septembre, parallèlement à la Semaine stratégique de Forus à Santiago du Chili. L'Assemblée de MESA a été l'occasion d'une mise à jour sur la situation politique de la région. Une déclaration sur la situation au Nicaragua a été diffusée et l'engagement de MESA au sein de différents processus de plaidoyer a été analysé, notamment sa participation au Forum de la CEPALC, à l'espace d'échange ibéro-américain du SEGIB (Secrétariat général ibéro-américain) et au Forum politique sur le développement de l'Union Européenne.

MESA a organisé deux ateliers sur le développement des capacités de ses membres. Le premier a été organisé en partenariat avec l'AOED-LAC (POED Amérique Latine) et concernait les défis de la coopération internationale pour les organisations de la société civile d'Amérique latine et des

Caraïbes. Le second était animé par Social Watch et concernait la préparation des rapports alternatifs.

En Asie - Actions menées par ADA

En 2018, ADA a mené de nombreuses activités de communication, de recherche, de plaidoyer et de développement des capacités, faisant ainsi partie des campagnes sur les ODD les plus importantes aux plans national, régional et mondial. ADA a participé activement et a encouragé la participation de ses membres à la mise en œuvre et aux mécanismes de suivi des ODD ainsi qu'aux Examens nationaux volontaires.

ADA a tenu sa formation principale annuelle sur le développement des capacités (AALMP 2018) sur le thème « **Intégration de la paix et des droits de l'Homme dans l'engagement des OSC sur les ODD en Asie** » à Colombo, au Sri Lanka. Forus et le réseau TAP étaient présents en tant qu'organisations internationales partenaires. Le GALAA 2018 a contribué à l'apprentissage de l'approche « nexus » des participants, une approche transformatrice et intégrale des ODD qui tient compte des conflits, du genre, du climat et qui est une approche des ODD axée sur les droits de l'Homme en faisant le lien entre les ODD 5, 13, 16 et 17.

30 participants venus de toute l'Asie ont assisté à la formation de cinq jours, y compris un membre de PIANGO, la coalition régionale du Pacifique.

En 2018, ADA a participé à des campagnes nationales de sensibilisation sur les ODD dans 5 pays ayant présenté des rapports d'Examen national volontaire : le Sri Lanka, le Laos, le Vietnam, Singapour et le Bhoutan. ADA a aidé les OSC à collaborer avec les gouvernements dans le cadre du processus d'Examen national volontaire et a développé leurs compétences pour l'élaboration de Revues Nationales Volontaires (conseils sur les techniques de plaidoyer, informations sur les processus, publications des rapports RNV par les gouvernements, flux

d'informations etc.).

Lors du 8ème Forum Mondial des Villes des Droits Humains (WHRCF) à Gwangju en Corée du Sud, ADA a également organisé un atelier sur le thème « **Villes des droits humains pour les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) - des sociétés en paix, justes et inclusives** » les 19 et 20 octobre 2018. L'atelier visait à fournir un espace et des occasions d'apprentissage et d'échanges mutuels entre des personnes engagées pour les droits de l'Homme et pour des villes inclusives au niveau mondial.

ADA et ses membres ont également participé au premier module des séries de webinaires de la CESAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) sur l'engagement des parties prenantes et ont partagé leur expérience des rapports RNV en Asie.

3.3. INFLUENCER

La majorité du travail et des priorités de Forus visent à renforcer les capacités des ONG afin qu'elles puissent exercer leur rôle principal, à savoir renforcer la démocratie, promouvoir les droits de l'Homme, encourager la participation des citoyens et défendre l'État de droit. Dans ce contexte, Forus a fondé un réseau international qui lui permet d'exercer son influence sur les programmes internationaux les plus importants, en consolidant ses positions à partir des niveaux local et national jusqu'aux niveaux régional et mondial. Cette stratégie multi-niveau est un prérequis pour que les parties prenantes du monde entier puissent s'approprier les sujets et s'engager.

3.3.1. INFLUENCER : Impliquer les membres de Forus dans les négociations, délibérations officielles, et mobilisations publiques, afin de favoriser des processus inclusifs et participatifs partout dans le monde

Le réseau Forus et ses membres cherchent à mettre en place davantage de dialogue stratégique avec les

décideurs nationaux, régionaux et internationaux en particulier en ce qui concerne l'Agenda 2030. En 2008, Forus a joué un rôle essentiel dans la co-organisation et l'animation du Forum annuel entre « les partenaires du cadre des OSC de l'Union européenne » et la Direction Générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO). De plus, Forus a participé au Forum politique de Haut Niveau de l'ONU (FPHN) les trois dernières années, lui permettant ainsi de se mettre en réseau avec les représentants officiels des Nations Unies et d'organiser des événements parallèles majeurs.

Comme l'indique le rapport de suivi orienté vers les résultats (ROM) 2018 : « les plateformes nationales d'ONG sont reconnues comme les représentants légitimes du secteur des ONG de développement dans leurs pays respectifs ».

De plus, les activités de plaidoyer de Forus attirent stratégiquement l'attention sur les environnements favorables à la société civile et plus précisément sur les mécanismes de financement pour le développement des capacités des OSC.

3.3.2. INFLUENCER : Encourager les synergies avec les différents acteurs de la société civile afin de faciliter l'accès aux ressources pour la société civile et de préserver un espace de citoyenneté commun

Forus constitue l'un des quatre réseaux majeurs de la société civile mondiale ayant initié et piloté la campagne mondiale « Action pour le développement durable » (A4SD, Action for sustainable development) :

- CIVICUS - l'Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne
- AMCP - l'Action Mondiale contre la Pauvreté

- Forus - le Forum international des Plateformes Nationales d'ONG
- CAN - Climate Action Network International.

A4SD est une alliance puissante d'acteurs de la société civile et la plus vaste plateforme mondiale de la société civile travaillant sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Parmi ses membres, on compte plus de 1500 organisations et des acteurs dans 111 pays, dont 82 % sont basés dans des pays du Sud. L'organisation est ouverte à toutes les organisations, réseaux et groupes de la société civile à travers les bénéficiaires et les différents mouvements qu'elle regroupe.

Cette plateforme autonome de la société civile permet aux OSC d'identifier de meilleures façons d'entrer en lien sur des problématiques et dans différents pays, de promouvoir l'apprentissage et la collaboration et plus particulièrement sur tout



Forum politique de haut niveau (Juillet 2018, New York)

© Cristian Pino Anguita

ce qui concerne le développement, l'environnement et le changement climatique, et d'aider les citoyens à élargir et à approfondir leur participation et leurs engagements en faveur du développement durable. En effet, il met particulièrement l'accent sur la facilitation de la participation des organisations des pays du Sud.

Plus d'informations: www.action4sd.org.

En 2018, Forus a également assisté à de nombreux événements régionaux et internationaux afin de promouvoir ses positions ainsi que les actions de ses membres auprès des Nations Unies, des gouvernements et d'OSC paires.

- Au début du mois de février, Forus a participé à une discussion en groupe de travail à Bruxelles sur le thème « **Causes profondes de la migration** » lors du **Forum 2018 des IEDDH et des points focaux dans les délégations OSC-AL** (points focaux des organisations de la société civile et autorités locales au sein des délégations). Après avoir consulté ses membres, Forus a élaboré un papier de positionnement sur la question de la migration. Un grand nombre des propositions de plaidoyer sur les questions de migration présentées lors de l'atelier de Bruxelles ont été formulées en tenant compte de l'Agenda 2030 et de ses engagements sur la migration.

- **Forums d'OSC régionaux et forums officiels de développement durable** organisés par les Commissions régionales des Nations Unies.

- **Assemblée générale de SDG Watch et programme d'échange au niveau national sur la mise en œuvre des ODD** dans les pays européens, Bruxelles, 20-21 février. Forus a participé à cet atelier organisé à Bruxelles par l'Alliance européenne de la société civile transversale, SDG Watch Europe. L'objectif de l'atelier était de soutenir les besoins en développement des capacités des plateformes nationales en lien avec le suivi et la mise en œuvre des ODD, et plus particulièrement en

ce qui concerne : la construction de réseaux pour les ODD, le lobbying en faveur des ODD à l'échelle nationale, la mobilisation du public, le suivi et l'établissement de rapports sur les ODD.

- En mars 2018 à Salvador de Bahia au Brésil, Forus a organisé un débat intitulé « **Expériences de la société civile dans la construction d'alliances nationales et régionales** », lors du **Forum social mondial (FSM)**. Le débat a eu lieu en portugais et en anglais. Les échanges ont mis en avant les défis et les solutions pour construire des alliances, en particulier dans un contexte mondial de rétrécissement des espaces pour la société civile.

- Forus a également signé une proposition avec le **CRID** et d'autres réseaux de la société civile, afin de renforcer la dimension internationale du **Festival des Solidarités (Festisol)**. Il s'agissait là du début du dialogue entre ces deux organisations. Elles étudient actuellement la possibilité d'organiser un événement en partenariat avec d'autres réseaux de la société civile, tel que Bridge 47, sur l'éducation au développement. Cet événement présenterait les initiatives de la société civile ainsi que les ODD à un public plus large.

- Pour le **Forum européen du partenariat en juin 2018** à Bruxelles, Forus a coordonné les contributions des bénéficiaires d'accords-cadres et a développé conjointement avec ces derniers un programme ambitieux. Forus a organisé et animé une session sur le thème « **Agenda 2030 - mettre en œuvre et adapter les ODD aux réalités locales** » et était chargé d'animer une session sur le thème « **Réaliser le potentiel transformateur de l'Agenda 2030 et promouvoir un environnement favorable pour la société civile** ».

- Dans le cadre du **FPHN des Nations Unies au mois de juillet 2018**, Forus a organisé trois événements parallèles relatifs à l'Agenda 2030 qui ont connu

un franc succès afin de promouvoir ses messages clés de plaidoyer. Le premier portait sur « **La participation des OSC au processus d'Examen national volontaire et aux mécanismes de suivi des ODD** », et était organisé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans ses bureaux aux Nations Unies. Le second était un échange intitulé « **Construire un processus d'Examen national volontaire inclusif** » et il a été l'occasion de présenter des recommandations issues du rapport conjoint indépendant des OSC « **Faire progresser la mise en œuvre nationale des ODD** ». Le sujet du troisième événement était « **Mettre en œuvre les ODD en Amérique latine - les défis auxquels fait face la société civile** ». Forus a également coorganisé une réception avec ADA, la coalition régionale en Asie, lors du FPHN 2018. Cet événement a eu lieu dans les locaux de la Mission permanente de la République de Corée à la suite de l'événement parallèle sur « **Le rôle de l'Aide publique au développement (APD) pour les ODD et la paix durable** ».

- **Weekend d'action de la société civile pour le développement durable** lors du FPHN à New York les 14 et 15 juillet 2018 - Forus et ses partenaires ont suivi le modèle réussi des deux années précédentes pour coorganiser cet événement de la société civile sur l'Agenda 2030 pendant deux jours. Ce weekend d'action a fourni une occasion extrêmement précieuse aux membres de Forus de prendre part à des échanges entre pairs et d'apprendre d'autres réseaux d'OSC venus de différents endroits dans le monde. Des OSC venues du monde entier ont élaboré des stratégies sur leur rôle pour garantir une mise en œuvre plus efficace de l'Agenda 2030. Parmi les intervenants lors de cette réunion d'OSC, on a compté Mary Robinson, Présidente de l'ONG Global Elders et ancienne Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, ainsi que des personnalités clés issues du Groupe Majeur des ONG des Nations Unies.



Par le biais de A4SD, Forus et ses membres ont également contribué à la réponse commune de la société civile à la Déclaration interministérielle diffusée à la fin du FPHN 2018 des Nations Unies. Les membres de Forus ont bénéficié de cette participation qui leur a permis de développer leurs réseaux avec de nombreux représentants de la société civile venus d'ailleurs, d'échanger leurs expériences et meilleures pratiques en ce qui concerne les processus d'Examen national volontaire et de réfléchir ensemble de façon stratégique au renforcement et au développement futur d'Action pour le développement durable en tant que réseau mondial d'OSC.

• Lors de son Assemblée générale à Santiago du Chili en septembre 2018, Forus a coorganisé un **événement public avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) au siège de la CEPALC. Le thème de l'événement était « La société civile mondiale et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 - défis et opportunités pour un engagement significatif ».**

• En 2018, Forus et ses membres ont également été représentés lors d'autres événements en lien avec l'Agenda 2030, notamment le **festival de l'action des Nations Unies à Bonn** au mois de mars, qui s'est concentré sur les thèmes de l'innovation et du changement radical, sur l'engagement citoyen et sur la communication sur les ODD.

• Forus a également été invité à participer à une **réunion d'experts des « sympathisants d'une réforme très ambitieuse du SNUD et du FPHN »** au mois de juin 2018 à Berlin en Allemagne. Elle était organisée par le Conseil allemand pour le développement durable (CADD), le Centre de réflexion stratégique international (CRSI), l'Institut de développement international (IDI), Together 2030, la Fondation des Nations Unies (UNF) et l'Institut des ressources mondiales (IRM).

• Forus a contribué à un Groupe de travail du **Conseil de l'Union européenne**

sur l'Agenda 2030 au mois de décembre 2018, mettant en avant toute une série de positions de plaidoyer de la société civile en lien avec l'examen du FPHN qui aura lieu en 2019. Les représentants des 28 états membres de l'UE sont actifs au sein de ce groupe de travail et ce dernier a donc représenté une formidable occasion d'influencer leur réflexion sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et d'appeler à une réforme du FPHN.

• **En 2018, Forus est devenu une figure de proue du plaidoyer auprès des bailleurs de fonds et des fondations privées pour un environnement spécifique et favorable ainsi que des mécanismes de financement adaptés au « développement des capacités et à l'apprentissage des OSC ».** Le papier de positionnement publié en 2017 **« Développer les capacités de la société civile pour une mise en œuvre réussie de l'Agenda 2030 »** représente un outil de plaidoyer utile et de plus en plus utilisé par les membres de Forus.

3.3.3. INFLUENCER : Agenda 2030 - Une opportunité internationale et une priorité de plaidoyer en faveur d'une mise en œuvre juste et durable des ODD

En 2018, Forus et ses membres ont développé un document de discussion de la société civile au sujet de la révision du FPHN. Forus travaille également avec d'autres réseaux d'OSC (notamment A4SD et Together 2030) sur des positions et du plaidoyer communs en amont de l'Assemblée générale des Nations Unies de septembre 2019.

Forus a travaillé avec 69 plateformes nationales d'ONG sur leur plaidoyer relatif aux ODD au niveau national. Intensifier les activités de plaidoyer au niveau national afin de produire des effets aux niveaux régional et mondial présente des défis pour les organisations membres. **57 membres de Forus sont actifs au sein du groupe de travail interne de Forus sur l'Agenda 2030.** Les réunions du groupe de travail ont lieu toutes les 6 à 8 semaines et les membres profitent de ces réunions

pour réunir des informations sur les processus internationaux et régionaux des Nations Unies relatifs à l'Agenda 2030, pour partager des expériences et des bonnes pratiques et pour établir des stratégies en vue des opportunités de plaidoyer relatives à l'Agenda 2030. Un papier de positionnement sur la migration a été produit par ce groupe en 2018, grâce à l'implication de Forus.

De plus, en 2018, les membres de Forus ont accepté que Forus concentre particulièrement ses efforts de plaidoyer sur les objectifs 16 et 17 de l'Agenda 2030. Ce travail, qui a commencé en 2018, vise à produire en 2019 :

- (i) Un rapport « Spotlight » mondial sur l'objectif 16 fondé sur une série d'études de cas concernant la mise en œuvre de l'Objectif 16 par leurs gouvernements à l'échelle nationale.
- (ii) Un document de plaidoyer relatif à l'Objectif 17 qui analyse l'historique des gouvernements dans la réalisation des exigences relatives au développement des capacités de l'Objectif 17.

En tant que membre actif du Comité de coordination et du groupe de **facilitation d'Action pour le développement durable, Forus a coorganisé un weekend de séminaire conjoint de la société civile qui s'est tenu à New York au mois de juillet 2018 lors du FPHN.** Ce weekend a lieu tous les ans et représente toujours une occasion précieuse pour les membres de Forus et ses partenaires de développer leur réseau et d'apprendre les uns des autres du fait de la présence de nombreux réseaux et organisations de la société civile.

L'organisation d'opportunités de développement du réseau de plaidoyer international avec la société civile en lien avec l'Agenda 2030 est une priorité de la stratégie de plaidoyer de Forus. En effet, Forus fournit des informations régulières à ses membres par le biais de ses « newsletters plaidoyer » et encourage ses membres à participer aux webinaires en ligne et aux événements pertinents à venir,

qu'ils soient organisés par les agences des Nations Unies (DESA etc.) ou par d'autres réseaux de la société civile. Des webinaires en ligne sont organisés régulièrement afin de fournir aux membres des informations relatives au développement des capacités, à l'Agenda 2030 et à la manière de participer aux Examens nationaux volontaires (ENV) élaborés par les gouvernements (voir [un exemple d'article relatif à l'un des webinaires](#)).

3.3.4. INFLUENCER : Renforcer les compétences en plaidoyer des OSC afin de promouvoir la participation inclusive et les dialogues entre les multiples parties prenantes

Du point de vue du plaidoyer, le réseau Forus fournit un accompagnement à ses membres afin qu'ils s'engagent dans un dialogue avec les décideurs nationaux et internationaux. Par le biais de ses « newsletters plaidoyer » régulières, Forus fournit des informations sur les opportunités à venir aux niveaux régional et international de collaborer avec les décideurs. Grâce au groupe de travail sur l'Agenda 2030 de Forus, nous aidons nos membres à préparer leur participation aux forums régionaux de développement durable des Nations Unies et au Forum politique de Haut Niveau des Nations Unies tous les ans. Forus aide ses membres à organiser des événements parallèles lors de ces événements régionaux et internationaux et à inclure des représentants des gouvernements dans des débats pertinents. Comme il l'a été indiqué, Forus a poursuivi ses partenariats avec 5 coalitions régionales en 2018, leur fournissant notamment un soutien financier et sur le plan du plaidoyer politique.

En Asie - Principales activités de plaidoyer mises en œuvre par ADA

En 2018, ADA a principalement travaillé avec 5 pays : le Sri Lanka, le Laos, le Vietnam, le Bhoutan et Singapour. ADA a joué un rôle essentiel dans la préparation et la mise à jour des

rapports d'OSC des trois premiers pays, dans lesquels la société civile a préparé un rapport indépendant. ADA a également supervisé la préparation de la déclaration au nom des OSC de Singapour, qui n'ont pas pu assister au FPHN.

Lors du FPHN, ADA a coorganisé un événement parallèle lors duquel les rapports des OSC du Vietnam, du Laos et du Sri Lanka ont été présentés en présence de Forus, du réseau TAP, du PNUD (pôle Asie), du mécanisme régional de la CEE-ONU pour la participation de la société civile ainsi que du mécanisme de la CEPALC pour la participation de la société civile.

En 2018, ADA a participé à des activités communes avec un autre coalition régionale d'ONG : MESA, la coalition régionale en Amérique latine.

ADA a assisté au Forum d'Asie Pacifique sur le développement durable (FAPDD) et y a organisé un événement parallèle avec le PNUD intitulé « **Participation des OSC dans le processus d'examen national volontaire et mécanismes de suivi** ». Environ 40 personnes y ont assisté.

Le Forum de la démocratie de Busan (FDBu) 2018 a été coorganisé en janvier 2018 par le RDA (Réseau de la démocratie en Asie) conjointement avec l'ADA et le SPCD (Secrétariat permanent des communautés démocratiques) avec le soutien du Gouvernement de la République de Corée. Le FDBu 2018 a évoqué la thématique de la démocratie à la lumière des ODD.

En Amérique du Sud - Activités de plaidoyer mises en œuvre par MESA

La stratégie de plaidoyer de MESA consiste à participer aux processus multilatéraux en Amérique latine. La participation à ce processus régional permet en outre aux plateformes nationales de déployer leurs activités de plaidoyer grâce à l'accès aux délégations nationales, ce qui n'est pas toujours possible dans certaines capitales.

La continuation du partenariat avec Forus a permis à MESA de maintenir sa présence au sein de ce processus inter-gouvernemental concernant l'Agenda 2030 dans la région.

En 2018, la participation d'un représentant d'ADA (Alliance de développement de l'Asie) au Forum de la CEPALC pour la consultation de la société civile a été essentielle. Il a pu partager son expérience sur la construction et le fonctionnement du Mécanisme régional de participation de l'Asie et du Pacifique. Le mécanisme sur lequel s'est entendue la société civile latino-américaine se base sur le modèle asiatique. Les propositions principales visent à ce que différents groupements d'intérêt composent ce mécanisme afin de représenter la diversité de la société civile dans la région, et à ce qu'un groupe de coordination garantisse un travail cohérent et intégré.

De plus, dans le cadre du FPHN des Nations Unies à New York (juillet 2018), Forus, MESA et A4SD ont organisé un événement parallèle qui traitait des défis de la société civile dans la région latino-américaine dans le contexte de l'Agenda 2030.

En Afrique centrale - Activités de plaidoyer mises en œuvre par le REPONGAC

En 2018, les actions de plaidoyer du REPONGAC se sont essentiellement concentrées sur trois thèmes : les ODD, l'intégration régionale et la prévention des conflits.

En ce qui concerne les ODD, le REPONGAC a assisté à trois événements majeurs : les réunions mondiales et régionales du Forum politique pour le développement (FPD) de l'Union européenne et le Forum régional sur le développement durable, en préparation du FPHN.

Le REPONGAC a également participé à la réunion régionale du FPD en Afrique qui s'est tenue à Gaborone (Botswana) du 8 au 11 octobre 2018. Lors de cette réunion, le REPONGAC a évoqué les



conflits en Afrique centrale (plus particulièrement en République centrafricaine) et la lutte contre la corruption.

En 2018, le REPONGAC a également assisté au Forum régional sur le développement durable organisé à Dakar (Sénégal). Cet événement s'est concentré sur les processus d'Examen national volontaire, avec des présentations de différentes parties prenantes de la société civile et de représentants gouvernementaux officiels (venus du Sénégal, du Mali, de Guinée Conakry, du Bénin, du Togo et du Niger) et du partage d'expérience relatif à la façon de faire participer les parties prenantes.

Le REPONGAC a participé activement à l'organisation de la Foire agricole transfrontalière de Kye Ossi (30 juin au 11 juillet 2018), qui vise à proposer des échanges relatifs aux problématiques d'intégration régionale concernant principalement trois pays (le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale). La contribution du REPONGAC a consisté à : (i) tenir une conférence sur la libre circulation des personnes et des biens en Afrique centrale, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population et d'ouvrir des espaces de citoyenneté ; (ii) organiser une réunion d'ONG et d'organisations afin de sensibiliser aux ODD et aux principes d'Istanbul ; (iii) participer à la principale réunion de révision présidée par la Présidente du REFAC (Réseau des Femmes Actives de la CEMAC).

En lien avec l'un de ses principaux domaines d'intervention sur la médiation de conflit, le REPONGAC a participé à deux événements : une réunion avec de multiples parties prenantes à Accra et le Forum de la paix de Paris organisé par l'OCDE. - À Accra, au Ghana, le REPONGAC a participé à la rencontre annuelle (21-24 octobre) entre les organisations intergouvernementales régionales et les OSC, dans un objectif de

partage d'expérience. À la fin de la rencontre, le REPONGAC a été nommé représentant de la société civile. Cela implique de travailler en partenariat avec la CEEAC afin d'identifier les OSC régionales dans le secteur de la paix et de mettre en place une structure régionale de la société civile qui signera un mémorandum d'accord (MA) avec la CEEAC.

- Lors du Forum de la paix de Paris (du 11 au 13 novembre 2018), des demandes d'Afrique centrale sur la stratégie du REPONGAC (en collaboration avec la CEEAC) relative aux systèmes d'alerte en cas de conflit ont été abordées.

En Afrique de l'Ouest - Activités de plaidoyer mises en œuvre par le REPAOC

Le REPAOC coordonne l'Organisation d'Afrique francophone pour le renforcement des systèmes de santé et de la vaccination (OAFRESS) depuis 2011. Il existe ainsi un travail continu dans la région afin de renforcer les systèmes de santé et de promouvoir la vaccination. En 2018, le REPAOC a coorganisé l'Assemblée générale de l'OAFRESS à Nairobi (Kenya) du 15 au 17 septembre et a réuni 52 participants.

Dans le même domaine, le REPAOC a participé à l'atelier de la société civile régionale sur le plaidoyer budgétaire à Dakar du 3 au 5 avril 2018.

Sur la thématique de l'ODD 16 (paix, justice et des institutions efficaces), le REPAOC a participé au groupe d'experts sur la prévention des conflits organisé par la Banque mondiale et l'Institut des Nations Unies du 5 au 7 mars 2018 intitulé « **Comment les parties prenantes bilatérales et multilatérales peuvent-elles mieux travailler ? Perspectives opérationnelles sur le rapport Chemins pour la paix** ». Le REPAOC est membre de la plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (PSCPE) et préside son Bureau depuis octobre 2016.

En avril 2018, le REPAOC a également participé à la rencontre annuelle du groupe central de la PSCPE aux Pays-Bas, lors duquel le nouveau cadre politique pour le commerce extérieur et le développement, lancé ultérieurement par le Ministre des affaires étrangères, a été abordé.

Différentes activités ont été menées en 2018 autour de l'ODD 16 (domaine de travail prioritaire pour le REPAOC), telle que la participation à l'Assemblée mondiale sur la démocratie à Dakar du 6 au 9 mai 2018. De plus, en 2018, le REPAOC a participé au groupe de travail sur les questions politiques de l'ECOSOCC de l'Union africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) du 25 au 27 avril 2018, et il y a présenté les questions politiques et relatives aux droits de l'Homme du continent du point de vue de la société civile.

La participation du REPAOC du 10 au 12 octobre 2018 à la consultation de la CEDEAO et de la CAE sur le Protocole relatif à la libre circulation des personnes, au droit de séjour et au droit d'établissement est un troisième exemple.

Le dernier exemple en lien avec l'ODD 16 est la participation du REPAOC à la mission d'observation des élections de l'Union africaine en Mauritanie du 27 août au 5 septembre 2018.

Le REPAOC a lancé un appel au Président du Parlement européen au sujet de la société civile au Niger par le biais d'un papier de positionnement co-signé par Forus et Coordination SUD. La lettre était accompagnée du papier de positionnement du REPAOC de juillet 2018 faisant suite à celui du [Mouvement « Tournons la page »](#) et à l'article du journal [« Le Monde »](#).

Dans le Pacifique - Activités de plaidoyer menées par PIANGO

Le soutien de Forus au travail initial sur les ODD de PIANGO dans la région Pacifique en 2016 et 2017 a contribué à la capacité de PIANGO de mener des actions de plaidoyer sur les ODD dans

le Pacifique. On assiste à une prise de conscience croissante sur les ODD et l'Agenda 2030 dans la région Pacifique. La crédibilité de PIANGO a donné lieu à une hausse des ressources mobilisées pour les ODD sur la période 2018-2020.

Le changement climatique étant l'une des thématiques stratégiques principales de PIANGO, la coalition régionale travaille sur ce sujet en se fondant sur les accords internationaux relatifs aux ODD et au changement climatique. Établi dans le cadre de la Présidence de la COP 23 en juillet 2017, le Partenariat du Pacifique pour l'action climatique (PPAC) est une coalition de gouvernements, d'OSC et de parties prenantes commerciales du Pacifique dans des domaines thématiques et transversaux, soutenue par des partenaires régionaux et internationaux.

PIANGO a également participé au Forum des peuples du Commonwealth 2018 (FPC 2018) à Londres du 16 au 18 avril 2018 par le biais de son directeur exécutif, qui a fait partie d'un panel à cette occasion. Plus de 350 dirigeants d'OSC issus de tous les pays du Commonwealth ont assisté au Forum.

Le Secrétariat du Forum des Iles Pacifique (SFIP) a organisé un forum des OSC du 20 au 22 mars 2018 auquel ont participé 10 unités nationales de liaison de PIANGO ainsi que d'autres OSC du Pacifique, dans le but de promouvoir la bonne gouvernance dans le Pacifique.

En ce qui concerne l'Agenda 2030, le Directeur de PIANGO, Emele Duituturaga, a mené en 2018 une délégation d'OSC du Pacifique qui participait au FPHN. La mission a été une formidable expérience formatrice pour la délégation du Pacifique, en particulier en ce qui concerne les échanges autour de la valeur des partenariats gouvernements-OSC pour atteindre les ODD. PIANGO soutient également ses membres nationaux dans la participation à l'Agenda 2030 par le biais d'ateliers

organisés à l'échelle nationale. En septembre 2018, PIANGO a été invité à faire partie d'un panel lors d'un débat politique de haut niveau coorganisé avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à Santiago du Chili. PIANGO a également participé à une série de trois ateliers organisés par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et la CESAP : des réunions préparatoires pour le 6ème Forum Asie-Pacifique pour le développement durable du 24 au 25 septembre, un événement de développement des compétences relatives aux RNV du PSID du 26 au 27 septembre, et enfin le Forum de partenariat du 28 septembre 2018.

3.3.5. INFLUENCER : La nouvelle initiative Mondiale de Forus : une réflexion et une recherche stratégiques sur les rôles et les responsabilités futurs de la société civile

En s'appuyant sur des initiatives récentes de plaidoyer en faveur d'approches stratégiques pour les capacités de la société civile, Forus a établi en 2018 une cellule de réflexion sur les initiatives mondiales au sein de laquelle les dirigeants de Forus **ont échangé sur le rôle futur de la société civile au 21ème siècle ainsi que sur le type d'infrastructures de soutien et de processus nécessaires.** Dans un contexte de menaces croissantes faites au système multilatéral et à la société civile, l'Initiative Mondiale de Forus reflète une vision politique à plus long terme sur la manière dont la société civile peut jouer un rôle de soutien et de défense d'un ordre multilatéral renforcé, tout en contribuant à la mise en œuvre urgente des engagements internationaux tels que l'Agenda 2030, la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'Accord de Paris et les normes internationales relatives aux droits de l'Homme.

Au début de l'année 2018, Forus a développé un premier document de discussion sur les **« rôles des ONG et les défis auxquels elles font face au 21ème siècle »**. Forus soutient également ses membres qui rencontrent de plus en plus de difficultés du fait des problématiques de « rétrécissement des espaces » et « d'environnement favorable ». La réflexion politique continue autour de l'Initiative Mondiale de Forus porte sur **« la construction d'une infrastructure nécessaire pour le secteur des ONG et le soutien à l'émergence d'écosystèmes de soutien »** en tant que contribution essentielle à un environnement favorable aux OSC. Une conférence a été organisée avec l'Agence Française de Développement (AFD) sur le thème **« Un environnement favorable à la société civile »** le 28 juin 2018 à Paris. Un atelier spécifique sur le sujet a également été organisé lors de l'Assemblée générale de Forus à Santiago, et il a donné lieu à une série de propositions de plaidoyer sur l'environnement favorable. Une note de discussion mettant en avant des actions potentielles pour Forus a été préparée et diffusée auprès des membres.

Dans le cadre de cette Initiative Mondiale, et afin de promouvoir des systèmes de financement plus efficaces pour soutenir le développement des capacités de la société civile, Forus a lancé fin 2018 un projet de recherche sur **« Les approches prometteuses du financement des OSC »**. Cette initiative associe les membres de Forus et ses partenaires dans le but d'identifier les meilleures pratiques et les approches prometteuses du financement des OSC, et plus particulièrement en ce qui concerne les activités de plaidoyer et de développement des capacités.

Ces discussions contribueront à l'élaboration de la prochaine stratégie de Forus pour 2021-2025.



4 Rapport financier 2018

COMPTE DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

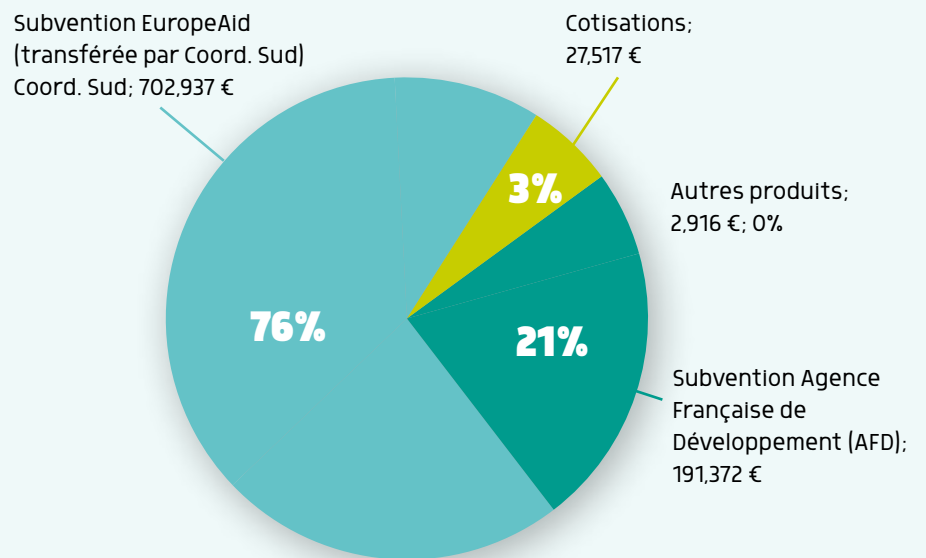
Produits : Les activités de Forus en 2018 sont principalement financées par des subventions publiques : la subvention d'EuropeAid (702 937 €) transférée par le membre français de Forus, Coordination Sud (agissant comme agent fiscal), et la subvention de l'Agence Française de Développement, dont 191.372 € ont été alloués aux activités de 2018. L'appel à cotisation de 2017 avait été organisé tardivement, ce qui avait entraîné un niveau limité ; en 2018, ce retard a été comblé, ce qui explique le montant assez élevé de 27.517 €.

Charges : 882 823 € Les principaux postes de dépenses sont les coûts RH (209 345 €) et les rétrocessions aux membres : des soutiens financiers ont été attribués à 5 coalitions régionales et à 12 plateformes nationales (313 316 € en 2018). Les frais de déplacement/réunion en 2018 sont majoritairement liés à l'Assemblée Générale (Chili).

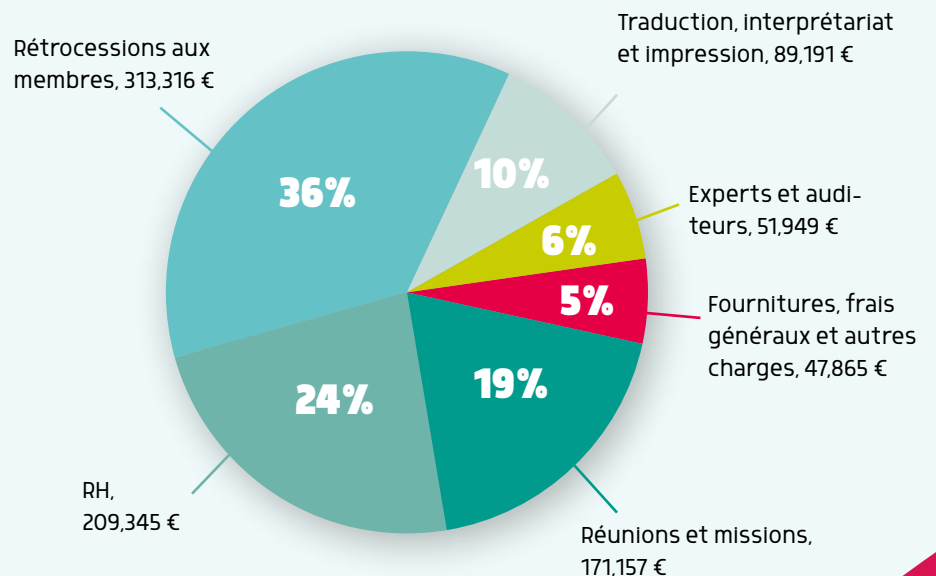
Contributions en nature : Les membres régionaux et nationaux soutenues par Forus en 2018 via des rétrocessions ont pu identifier des cofinancements d'un montant total de 55 421 €.

Résultat : Le résultat positif (+41.919 €) de l'exercice 2018 est lié à des produits non affectés (tels que les cotisations) et à des économies sur les frais généraux au niveau du secrétariat.

PRODUITS 2018



CHARGES 2018



BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018

Actif : La principale caractéristique du bilan à l'actif est le niveau significatif de trésorerie disponible au 31 décembre 2018, lié au solde inutilisé de subventions. Les Créances sont des avances ou remboursements à

percevoir. Les charges constatées d'avance sont liées à des contrats de service en cours. Les Immobilisations sont principalement des équipements achetés en 2017 pour le siège de l'association et le personnel.

Passif : Les principales dettes sont des subventions non dépensées. Les dettes fournisseurs, en hausse, incluent des rapports de rétrocessions de membres de Forus saisis début 2019.

Actif	Net au 31/12/2018	Passif	Net au 31/12/2018
Actif immobilisé		Fonds propres	
Immobilisations corporelles	4 517 €	Report à nouveau	6 664 €
Actif circulant		Résultat de l'exercice	41 919 €
Créances	4 650 €	Subvention d'investissement	2 337 €
Disponibilités	453 138 €	Provisions	72 €
Régularisations		Dettes	
Charges constatées d'avance	2 862 €	Dettes fournisseurs	59 066 €
Différence de conversion	72 €	Dettes sociales et fiscales	43 608 €
TOTAL ACTIF	465 238 €	Solde de subventions publiques et privées	94 262 €
		Solde de subventions à reverser aux partenaires ou	
		Solde de la subvention EuropeAid rétrocédée par	
		Coordination Sud	217 312 €
		TOTAL PASSIF	465 238 €



5 Annexes

5.1. Acronymes/abréviations

A

- A4SD** : Action pour le développement durable
- ACCDI** : Organisation catholique pour le développement international
- ADA** : Alliance pour le développement en Asie
- ADSC** : Association pour le développement communautaire des ressources
- ADSC** : Association pour le développement de la société civile
- AFD** : Agence Française de Développement
- AG des Nations Unies** : Assemblée générale des Nations Unies
- AG** : Assemblée générale
- AMCP** : Action Mondiale contre la Pauvreté

C

- CAN** : Climate Action Network International
- CCNUCC** : Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
- CDHD** : Centre pour les droits de l'Homme et le développement
- CEE** : Commission économique pour l'Europe
- CEMAC** : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
- CEPALC des Nations Unies** : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- CEPALC** : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies
- Civicus** : Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne
- ComEx** : Bureau
- CRDI** : Centre canadien de recherches pour le développement international

D

- DESA** : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
- DG DEVCO** : Direction Générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne

E

- ENV** : Examens Nationaux Volontaires

F

- FDBu** : Forum 2018 de la démocratie de Busan
- Festisol** : Festival des Solidarités
- FPD** : Forum politique pour le développement de l'Union européenne
- FPHN** : Forum politique de haut niveau pour le développement durable de l'ONU

I

- IEDDH** : Direction Générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne

O

- ODD** : Objectifs de développement durable
- OIT** : Organisation internationale du Travail
- ONG** : Organisation non-gouvernementale
- ONU** : Nations Unies
- OSC** : Organisations de la société civile
- OSC-LA** : Organisations de la société civile et autorités locales

P

- PDL ou LDP** : Programme de développement du leadership
- PFN** : Plateformes nationales d'ONG
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le développement

R

- RAOCP** : Réseau d'Afrique de l'Ouest pour la construction de la paix
- RNV** : Revues Nationales Volontaires

S

- SDG Watch** : Sustainable Development Goals Watch (surveillance des Objectifs de développement durable)
- SNUD** : Système des Nations Unies pour le développement
- SOR ou ROM** : Suivi orienté vers les résultats (rapport)

U

- UE** : Union européenne

W

- WINGS** : Worldwide Initiatives for Grantmaker Support

Coalitions régionales (CR)

ADA : Alliance pour le développement d'urgence en Asie
CONCORD : Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, Europe
MESA : Coalition régionale des associations nationales et des réseaux d'ONG d'Amérique latine et des Caraïbes, Amérique latine
PIANGO : Association des ONG des Iles du Pacifique, Pacifique
REPAOC : Réseau des Plateformes nationales d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre, Afrique de l'Ouest
REPOGAC : Réseau des Plateformes des ONG de l'Afrique Centrale, Afrique Centrale
SADC-CNGO : Conseil sud-africain de développement communautaire des organisations non-gouvernementales, Afrique du Sud

Plateformes nationales d'ONG (PFN)

ABONG : Associação Brasileira de ONGs, Brésil
ACCIÓN : Asociación Chilena de ONG, Chili
ADIR : Action Développement et Intégration Régionale, Burundi
Alianza ONG : Alianza de Organizaciones No Gubernamentales, République Dominicaine
ANC : Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo, Pérou
ANONG : Asociación Nacional de ONG, Uruguay
ASONOG : Asociación de organismos no gubernamentales, Honduras
BOCONGO : Conseil des organisations non-gouvernementales du Botswana, Botswana
Bond : Réseau britannique d'ONG pour le développement international, Royaume-Uni
CANGO : Association chinoise pour la coopération des ONG, Chine
CCC : Comité de coopération pour le Cambodge, Cambodge
CCIC : Conseil canadien pour la coopération internationale, Canada
CCOIB : Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base, Rwanda
CCOD : Conseil de Concertation des ONG de développement, Congo

CCONG : Confederación Colombiana de ONG, Colombie
CEPS : Plateforme d'engagement citoyen des Seychelles, Seychelles
CFRONG : Collectif des Fédérations et Réseaux d'ONG du Bénin, Bénin
CICSO : Association des ONG des Iles Cook, Iles Cook
CID : Conseil pour le développement international, Nouvelle-Zélande
CILONG : Centre d'Information et de liaison des ONG, Tchad
CIONGCA : Conseil Inter ONG de Centrafrique, République centrafricaine
CNONGD : Conseil National des ONG de Développement, République démocratique du Congo
CODE-NGO : Caucus des réseaux d'ONG pour le développement, Philippines
CONGAC : Collectif des ONG Agréées du Cameroun, Cameroun
CONGAD : Conseil des ONG d'Appui au Développement, Sénégal
CONGCOOP : Coordinación de ONG y Cooperativas, Guatemala
Coordinadora : Coordinadora de ONG para el desarrollo, Espagne
Coordination Sud : Coordination Solidarité Urgence Développement, France
CSCI : Convention de la Société Civile Ivoirienne, Côte d'Ivoire
Dóchas : Association Irlandaise des organisations non-gouvernementales de développement, Irlande
EENGD : Encuentro de Entidades No Gubernamentales para el Desarrollo, Argentine
Espace Associatif : Maroc
FCOSS : Conseil du service social des Fidji, Fidji
FECONG : Fédération des Collectif d'ONG du Mali, Mali
FINGO : Plateforme d'ONG finnoise, Finlande
FOND : Plateforme d'ONG roumaines, Roumanie
FONGA : Foro das ONGs Angolanas, Angola
FONGDD : Forum des ONG pour le Développement Durable, Guinée
FONG-STP : Federação das ONGs de Sao Tomé e Príncipe, Sao Tomé & Príncipe
FONGTO : Fédération des ONG au Togo, Togo
FORS : Forum tchèque pour la

coopération dans le développement, République tchèque
Global Focus, Danemark
HAND : Association hongroise d'ONG pour le développement et l'aide humanitaire, Hongrie
INFID : Forum international des ONG sur le développement indonésien, Indonésie
InterAction, États-Unis d'Amérique
JANIC : Centre japonais des ONG pour la coopération internationale, Japon
JOINT : League For NGOs in Mozambique, Mozambique
KANGO : Association des ONG de Kiribati, Kiribati
KCOC : Conseil coréen des ONG pour la coopération dans le développement international, Corée
LAPAS : Latvijas Platforma attīstības sadarbībai, Lettonie
MACOSS : Conseil du service social de l'île Maurice, Ile Maurice
NFN : Fédération des ONG du Népal, Népal
NNNGO : Réseau nigérian d'ONG, Nigéria
PFNOSCM : Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar, Madagascar
PPONGD : Plateforme portugaise d'ONGD, Portugal
PLATONG : Plataforma das ONGs de Cabo Verde, Cap Vert
POJOAJU : Asociación de Organizaciones No Gubernamentales del Paraguay, Paraguay
SKOP : Plateforme d'ONG de Développement de Malte, Malte
SLOGA : Action mondiale slovène, Slovénie
SPONG : Secrétariat Permanent des ONG du Burkina Faso, Burkina Faso
Taiwan-Aid : Alliance de Taiwan pour le développement international, Taiwan
TANGO : Association des organisations non-gouvernementales, Gambie
UNITAS : Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social, Red Unitas, Bolivie
UNNGOF : Uganda National NGO Forum, Ouganda
VANI : Réseau indien d'action bénévole, Inde
VBPlatforma : Plateforme lituanienne des ONG nationale pour la coopération et le développement, Lituanie
ZCSD : Conseil de Zambie pour le développement social, Zambie



5.2. Aperçu des projets et des initiatives de développement des capacités soutenus par Forus en 2018

1. Consortium PPONGD & FONG-STP

Plataforma das ONGD & Federação das ONGs de Sao Tomé e Príncipe

Les plateformes s'unissent : partenariats pour le plaidoyer

Budget du projet : 38 500 €
Soutien demandé à Forus : 30 900 €
Cycle 1 : Avril 2018 - septembre 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Direction et gouvernance des plateformes nationales, plaidoyer et partenariats.

2. Amérique latine ANONG, Uruguay

Asociación Nacional de ONG
Renforcer la société civile organisée, vers davantage de société, vers davantage de droits

Budget du projet : 19 000 €
Soutien demandé à Forus : 15 200 €
Cycle 1 : Août 2018 - février 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Communications et renforcement de la participation des membres de la plateforme nationale, mobilisation des ressources, gestion financière et redevabilité.

CCONG, Colombie

Confederación Colombiana de ONG
Le rôle de la coopération internationale en Colombie, son action actuelle et sa vision à 10 ans

Budget du projet : 20 262 €
Soutien demandé à Forus : 15 197 €
Cycle 1 : 2 avril 2018 - 1er décembre 2018

ABONG, Brésil

Associação Brasileira de ONGs
Résister veut dire transformer la communication du réseau afin d'accroître l'impact et la force de nos actions politiques

Budget du projet : 18 984 €
Soutien demandé à Forus : 15 197 €
Cycle 2 : Mai 2018 - avril 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Communications et renforcement de la participation des membres de la plateforme nationale.

ANC, Pérou

Asociación nacional de centros de investigación promoción social y desarrollo
Articuler et renforcer les secteurs stratégiques de la société civile par le biais d'alliances visant à assurer un suivi et des actions de plaidoyer pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Pérou

Budget du projet : 19 015 €
Soutien demandé à Forus : 15 200 €
Cycle 2 : Mai 2018 - décembre 2018
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

UNITAS, Bolivie

Unión Nacional de Instituciones para el Trabajo de Acción Social
Éducation populaire et contentieux stratégique pour l'articulation des ODD et le plaidoyer le concernant

Budget du projet : 19 000 €
Soutien demandé à Forus : 15 200 €
Cycle 2 : Mai 2018 - octobre 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

CONGCOOP, Guatemala

Coordinación de ONG y Cooperativas
Centre de formation virtuel de la CONGCOOP

Budget du projet : 19 000 €
Soutien demandé à Forus : 15 200 €
Cycle 2 : Avril 2018 - avril 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Direction et gestion des plateformes nationales.

3. Afrique ZCSD, Zambie

Conseil de Zambie pour le développement social
Renforcer les communications et la participation des membres des plateformes

Budget du projet : 20 251 €
Soutien demandé à Forus : 16 200 €
Cycle 1 : Avril 2018 - décembre 2018
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats, communications et renforcement de la participation des membres des plateformes nationales.

CONGAD, Sénégal

Conseil des ONG d'Appui au Développement
Projet visant à soutenir la participation des OSC dans le processus d'Examen national volontaire sur l'état de la mise en œuvre des ODD au Sénégal prévu pour 2018

Budget du projet : 19 000 €
Soutien demandé à Forus : 15 200 €
Cycle 1 : Avril 2018 - Juin 2018

TANGO, Gambie

Association des organisations non-gouvernementales
Campagne « La Gambie que nous voulons »

Budget du projet : 19 000 €
Soutien demandé à Forus : 15 164 €
Cycle 2 : Mai 2018 - octobre 2018
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

NNNGO, Nigeria

Réseau nigérian des ONG
Améliorer la participation et la communication au sein de NNNGO et de ses membres

Budget du projet : 18 325 €
Soutien demandé à Forus : 15 177 €
Cycle 2 : Juin 2018 - Juin 2019
Domaines prioritaires pour le développement des capacités :

Communications et renforcement de la participation des membres de la plateforme nationale.

CCOD, République du Congo

Conseil de Concertation des ONG de développement

Développement des capacités organisationnelles et opérationnelles des ONG membres du CCOD

Budget du projet : 18 935 €

Soutien demandé à Forus : 15 148 €

Cycle 2 : Mai 2018 - mai 2019

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Communication et renforcement de la participation des membres des plateformes nationales.

4. Europe

LAPAS, Lettonie

Latvijas Platforma attīstības sadarbībai

Examens nationaux volontaires sur les ODD : Garantir des partenariats d'ONG

Budget du projet : 19 000 €

Soutien demandé à Forus : 15 200 €

Cycle 1 : Mars 2018 - octobre 2018

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats

HAND, Hongrie

Association hongroise d'ONG pour le développement et l'aide humanitaire

Dénouez le développement !

Budget du projet : 19 092 €

Soutien demandé à Forus : 15 196 €

Cycle 1 : Avril 2018 - septembre 2018

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Mobilisation de ressources, gestion financière et redevabilité, plaidoyer et partenariats.

Coordinadora, Espagne

Coordinadora de Organizaciones de Cooperación para el Desarrollo

Quorum Global, de l'action locale à la justice mondiale

Budget du projet : 19 000 €

Soutien demandé à Forus : 15 200 €

Cycle 1 : Janvier 2018 - novembre 2018

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

FOND, Roumanie

Plateforme d'ONGD roumaines

Évaluation des bases du travail sur les politiques et le plaidoyer dans la coopération pour le développement en Roumanie (2007-2017)

Budget du projet : 19 000 €

Soutien demandé à Forus : 15 200 €

Cycle 2 : Mai 2018 - avril 2019

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Leadership et gouvernance, communication et renforcement de la participation des membres des plateformes nationales.

5. Asie

INFID, Indonésie

Forum international des ONG sur le développement indonésien

Promotion d'une participation constructive et efficace de la société civile dans les principaux dialogues relatifs aux politiques sociales et économiques en Indonésie et aux ODD.

Budget du projet : 19 000 €

Soutien demandé à Forus : 15 121 €

Cycle 1 : Avril 2018 - janvier 2019

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

VANI, Inde

Réseau indien d'action bénévole

Renforcer le rôle et l'efficacité des OSC indiennes dans la mise en œuvre des ODD par le biais de la sensibilisation et de la mise en lien des parties prenantes.

Budget du projet : 19 000 €

Soutien demandé à Forus : 15 200 €

Cycle 2 : Juin 2018 - mai 2019

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats.

CODE-NGO, Philippines

Caucus des réseaux d'ONG pour le développement

Activer les groupes de travail sur le plaidoyer du CODE-NGO.

Budget du projet : 25 982 €

Soutien demandé à Forus : 15 200 €

Cycle 2 : Avril 2018 - avril 2019

Domaines prioritaires pour le développement des capacités :
Plaidoyer et partenariats, communications et renforcement de la participation des membres des plateformes nationales.



 <http://forus-international.org/fr>

 contact@forus-international.org

 @Forus_Int

 Forus international

Forus, précédemment nommé Forum international des Plateformes Nationales d'ONG (IFP/FIP) est un réseau qui regroupe 69 Plateformes Nationales d'ONG et 7 Coalitions Régionales issues de tous les continents, représentant plus de 22 000 ONG œuvrant activement à l'échelle locale et internationale pour le développement, la défense des droits de l'homme et la lutte contre les problèmes environnementaux.



Cette publication a été élaborée avec le soutien de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la responsabilité exclusive de Forus et ne reflète en aucun cas le point de vue de l'Union européenne.